

Juillet – Août – Septembre 2016

Réalisée du 11 au 28 juillet 2016

Vague 63

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



FIDUCIAL

www.fiducial.fr

ifop

Baromètre
des **TPE**

FIDUCIAL



- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. En Europe, elle emploie 11 000 personnes au service de ses **273 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses neuf métiers, **le droit, le chiffre, la banque et le conseil financier, l'informatique et la technologie, la sécurité, l'immobilier et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

Sommaire

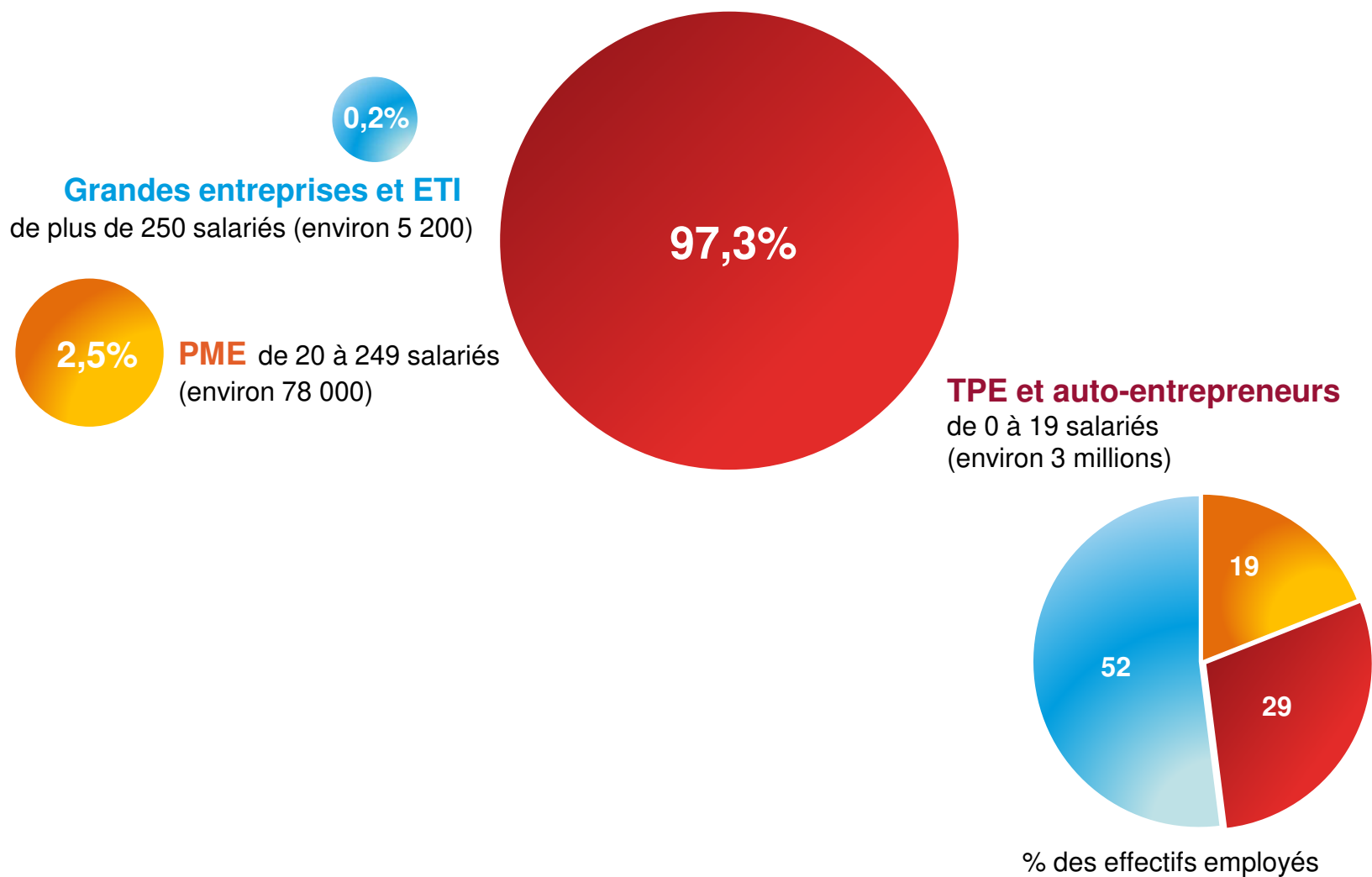
▪ Le poids des TPE	3
▪ Les principaux enseignements	4
▪ L'actualité économique	9
➔ Les TPE et la fiscalité	9
➔ La perspective de l'élection présidentielle de 2017	32
▪ Méthodologie	36
▪ Échantillon	37

Le poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : 3,14 millions (en intégrant les auto-entrepreneurs)*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(*) Source INSEE SIRENE 2015



Les principaux enseignements

Note de lecture

( ) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
( ) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Les principaux enseignements

Une vision toujours très critique de la politique du gouvernement, en particulier sur le plan fiscal

Invités à évaluer la politique du chef de l'Etat et du gouvernement, les dirigeants interrogés restent peu confiants dans les actions et mesures économiques mises en place (16%, +1 point depuis avril 2016). On relève toutefois une vision un peu plus positive dans les secteurs des services aux particuliers (20%) et aux entreprises (22%), ainsi que dans les structures de 10 à 19 salariés (21%). **Moins d'un interviewé sur huit (13%) estime par ailleurs que le gouvernement prend bien en compte ses préoccupations en tant que chef d'entreprise.**

Cette distance avec le pouvoir exécutif se retrouve aussi sans surprise s'agissant de l'évaluation du système fiscal français, qui constitue traditionnellement un point d'achoppement entre les entreprises d'une part, l'Etat et les collectivités locales d'autre part :

- 12% uniquement des dirigeants interrogés portent un regard positif sur la politique fiscale menée par François Hollande depuis son élection en 2012. A l'inverse, 88% l'évaluent négativement dont 44% très négativement. Malgré un score minoritaire également, ils étaient beaucoup plus nombreux à juger satisfaisant le bilan de Nicolas Sarkozy dans ce domaine en 2011 (39%).
- Ils contestent massivement à ce titre l'utilisation faite des impôts en matière de services publics, que ce soit en termes d'efficacité (79% estiment que celle-ci n'est « plutôt pas » satisfaisante), d'équilibre par rapport aux contributions (82%) ou d'adaptation aux besoins (84%).
- Surtout, les deux tiers des chefs d'entreprise estiment que le système fiscal est confiscatoire (68%) et qu'il est devenu moins équitable depuis 2012 (66%), contre 29% qui pensent qu'il est resté équivalent et 5% seulement qui le trouvent plus équitable. Au global, 19% uniquement des patrons de TPE jugent la fiscalité équitable, ce score étant plus élevé dans les services aux entreprises (35%), ainsi que parmi les sympathisants EELV (35%), PS (37%) et MoDem (38%).

Ces perceptions négatives de l'action gouvernementale, en particulier en matière fiscale, vont de pair avec un accroissement de l'imposition des interviewés. Certes, le transfert de prélèvements fiscaux entre particuliers et entreprises a partiellement produit ses effets, puisque, depuis 2014, **36% d'entre eux ont constaté un maintien (23%) ou une baisse (13%) de leur imposition professionnelle**. Mais malgré le CICE et le pacte de responsabilité, une majorité a vu la fiscalité de son entreprise progresser (57%). **En outre, près des deux tiers (64%) des dirigeants de TPE pensent payer proportionnellement plus que les moyennes et grandes entreprises**, à plus forte raison dans le BTP (71%), le commerce (72%) et l'industrie (82%).

La hausse des impôts personnels concerne 70% des interviewés, tandis que, suite vraisemblablement à la suppression de la 1^{ère} tranche, 18% ont vu leur fiscalité individuelle reculer et 10% se maintenir. Conséquence logique de cette évolution, 79% des patrons de TPE considèrent que les impôts qu'ils paient à titre personnel sont trop élevés (88% dans le secteur du commerce) et la même proportion (79%) souhaite voir baisser les impôts des particuliers (dont 57% « immédiatement »), appelant à une baisse moyenne de 25%. **La proposition du remplacement du taux progressif de l'IR par un taux fixe applicable à tous suscite à ce sujet un accueil mitigé** : 52% s'y disent favorables contre 46% qui n'y sont pas favorables et même 30% « pas du tout favorables ».

Les principaux enseignements

Un système fiscal jugé trop complexe et peu compétitif, à alléger rapidement

Le système fiscal est naturellement vu comme vecteur de difficultés importantes pour leur entreprise, qu'il soit appréhendé sous l'angle du poids des charges sociales patronales pour les bas salaires (96%) et, dans une moindre mesure, pour l'ensemble des niveaux de salaires (83%), du niveau de l'impôt sur les sociétés pour les TPE qui y sont soumises (87%) ou des aspects administratifs en termes de compréhension de la réglementation (85%) et de complexité administrative des déclarations (80%). Notons que 44% à 68% des interviewés jugent même ces différents obstacles « très importants ».

Sans surprise, **ils se déclarent en conséquence favorables à une baisse des charges sociales patronales (92%, dont 84% « immédiatement ») et des impôts des entreprises (86%, dont 69% « immédiatement »)**, dont ils estiment qu'elles pourraient s'établir à environ 24% dans les deux cas (respectivement 23,8% et 23,9%).

Voulant apporter une réponse aux problèmes des entreprises liés au poids des charges sociales, **le CICE a eu des effets très limités en termes de comportements induits au sein des TPE. Toutefois, si les scores d'ensemble sont particulièrement faibles, ils augmentent avec la taille des entreprises**, les sommes dégagées en valeur absolue pour un nombre plus élevé de salariés permettant logiquement davantage de marges de manœuvre. Au global, 21% déclarent ainsi avoir augmenté la rémunération de leurs employés (34% dans les structures de 6 à 19 salariés), 18% avoir évité des licenciements (30% dans les structures de 10 à 19 salariés), 17% avoir réalisé davantage d'actions de formation (27% dans les structures de 6 à 19 salariés) et 15% avoir accru leurs investissements (26% dans les structures de 6 à 9 salariés et 40% dans celles de 10 à 19 salariés).

D'une façon générale, au-delà du poids que les impôts et les charges sociales représentent à titre personnel et professionnel, les dirigeants interrogés jugent très largement que le système fiscal n'est compétitif ni sur le plan européen (87%) ni sur le plan international (87%). Au même niveau, 89% le définissent comme difficile à comprendre.

Afin de restaurer cette compétitivité, **près des trois quarts des patrons de TPE estiment qu'il est possible de réduire l'endettement de la France et les déficits tout en réduisant les impôts (73%)**, opinion qu'ils n'étaient que 29% à partager en avril 2011, un an avant l'élection présidentielle de 2012.

Une nette majorité des chefs d'entreprise interrogés (61%) fera entrer la fiscalité dans son choix de vote pour la prochaine élection présidentielle, 25% considérant le programme fiscal comme déterminant et 36% comme important sans se révéler déterminant. Pour autant, **seuls 17% pronostiquent une baisse d'impôts de la part du gouvernement qui sera issu de la prochaine élection présidentielle** (contre 19% en avril 2011). A ce titre, ils définissent les Républicains comme le parti le plus à même de réformer la fiscalité (28%), nettement devant le Front National (12%), l'UDI (8%), le MoDem (7%), Europe Ecologie les Verts (6%), le Parti Socialiste (5%) et le Front de Gauche (2%). Notons toutefois que 30% des patrons de TPE considèrent qu'aucun parti n'est en mesure de mener une telle réforme.

Les principaux enseignements

Une attente massive de réduction de certains postes de dépenses publiques, notamment pour le fonctionnement de l'Etat et des collectivités

Sans surprise, à l'exception de l'ISF, que 47% d'entre eux souhaitent conserver comme tel, plus des trois quarts des dirigeants souhaitent supprimer ou au moins réduire l'ensemble des autres prélèvements obligatoires. La remise en cause le plus forte est celle des droits de succession, que 47% demandent à supprimer et 42% à diminuer. Le souhait de baisser ou abroger les autres taxes est mis en exergue par près de huit interviewés sur dix (77% à 79%). Plus précisément, plus d'une personne sur cinq voulant mettre fin à l'imposition des plus-values des professionnels (22%) et des particuliers (24%) contre 6% uniquement qui estiment nécessaire de supprimer les taxes foncières et d'habitation ainsi que l'impôt sur le revenu.

Pour les chefs d'entreprise ayant sollicité une réduction immédiate des impôts des particuliers et/ou des entreprises, **les dépenses de fonctionnement de l'Etat et des collectivités émergent très nettement comme le poste budgétaire à réduire en priorité (76%)**. Une part non négligeable se prononce en faveur d'une baisse du nombre de fonctionnaires (42%) et/ou des prestations sociales (38% en moyenne ; 44% parmi les employeurs et 53% dans le secteur du commerce). 29% estiment que les efforts devraient porter prioritairement sur les pensions des anciens fonctionnaires à la retraite et 25% sur les grands investissements publics. 16% seulement attendent de voir les subventions aux entreprises figurer parmi les premiers postes de baisse des budgets. Au même niveau, 14% estiment qu'il faut privilégier une diminution des salaires des fonctionnaires et 15% les aides aux plus démunis.

S'agissant de ces aides aux plus démunis, les avis divergent sur la solution à adopter en ce qui concerne le versement aux personnes n'ayant pas la nationalité française : 38% souhaitent une limitation de ces aides dans le temps, 29% un accès portant uniquement sur les aides d'urgence (RSA et soins médicaux) et 29% un accès à ces aides sans conditions de nationalité (40% dans le secteur des services aux particuliers).

Plus généralement, si l'on considère les grands postes de dépenses publiques, **deux domaines seulement devraient voir leur budget réduit selon une majorité des patrons de TPE : les collectivités territoriales (67%) et le sport (59%)**. Près de la moitié d'entre eux considèrent toutefois possible de diminuer les budgets alloués à la solidarité et à l'égalité des chances (46%) ainsi qu'à l'outre-mer (45%). Légèrement en-deçà, 39% estiment qu'il est possible de consacrer moins de moyens financiers à la culture et 38% à l'écologie et au développement durable. Un tiers des dirigeants interrogés se prononce en faveur d'une réduction du budget consacré au travail et à l'emploi (32% en moyenne ; 42% dans les structures de 6 à 19 salariés) et 26% de celui attribué à l'enseignement supérieur.

Les domaines considérés comme les moins faciles à doter de budgets plus faibles sont la défense (21%), la justice (19%), l'éducation (16%), la santé et la fonction hospitalière (respectivement 15% et 11%) et la police (12%).

Les principaux enseignements

Les intentions de vote à l'élection présidentielle de 2017

A moins d'un an de l'élection présidentielle de 2017, les noms des candidats à la fonction suprême sont encore largement inconnus : la primaire du parti Les Républicains aura lieu à la fin novembre 2016 et celle organisée par le Parti Socialiste et le Parti Radical de Gauche se tiendra en janvier 2017.

Cependant, dans toutes les hypothèses testées dans cette vague d'enquête, le candidat désigné par le parti Les Républicains sortirait vainqueur du premier tour de la présidentielle 2017.

Marine Le Pen, quant à elle, capitalise plus d'un quart des voix des dirigeants de TPE quel que soit le candidat Les Républicains se trouvant face à elle. Enfin, François Hollande reste largement désavoué puisqu'il peine à obtenir 10% des intentions de vote au premier tour dans cette tranche de l'électorat.

On observe également que, dès lors qu'il serait candidat, François Bayrou peut se prémunir d'un socle de voix d'environ 15% auprès des dirigeants de TPE. Nicolas Dupont-Aignan bénéficie également d'un score relativement solide pour un « petit » candidat puisqu'il obtient entre 6 et 10% des voix selon les hypothèses.

Dans l'hypothèse d'une candidature de Nicolas Sarkozy, ce dernier obtiendrait, au premier tour de l'élection, 35% des suffrages. Un score stable par rapport à la vague d'enquête précédente, en avril 2016. Marine Le Pen arrive en deuxième position avec 26% des voix. La présidente du Front National voit son score augmenté de 5 points par rapport à avril 2016. François Bayrou complète le trio de tête avec 15% des voix, score en nette baisse de 7 points par rapport à avril 2016. François Hollande, quant à lui, n'atteindrait pas la barre symbolique des 10%, avec 9% des suffrages. Un score quasi-identique à celui de Nicolas Dupont-Aignan (8%).

Dans la deuxième hypothèse testée, avec Alain Juppé comme candidat du parti Les Républicains, celui-ci obtiendrait 53% des suffrages auprès des dirigeants de TPE. Ce score élevé est cependant à relativiser car en baisse progressive sur les deux dernières vagues d'enquête : Alain Juppé a ainsi perdu 5 points depuis février 2016. En deuxième position, Marine Le Pen obtiendrait 27% des voix des dirigeants de TPE. Alors que jusqu'à présent, Alain Juppé arrivait à faire efficacement barrage au Front National, on observe désormais une forte augmentation du score de premier tour de la candidate d'extrême droite, de plus 10 points depuis février 2016. François Hollande obtiendrait 7% des voix et Nicolas Dupont-Aignan 6%.

Dans la troisième et dernière hypothèse testée dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017, Bruno Le Maire, en tant que candidat du parti Les Républicains, obtiendrait 32% des voix au premier tour, devant Marine Le Pen qui en obtiendrait 26%. On note une baisse sensible chez Bruno Le Maire qui passe de 41% des suffrages en avril 2016 à 32% aujourd'hui. Marine Le Pen, quant à elle, gagne 3 points entre les deux vagues d'enquête. Dans cette hypothèse, François Bayrou obtiendrait 14% (-2 points) des voix et Nicolas Dupont-Aignan 10% (+4 points). Ce dernier dépasserait donc l'actuel Président, qui atteindrait 9% (+4 points).

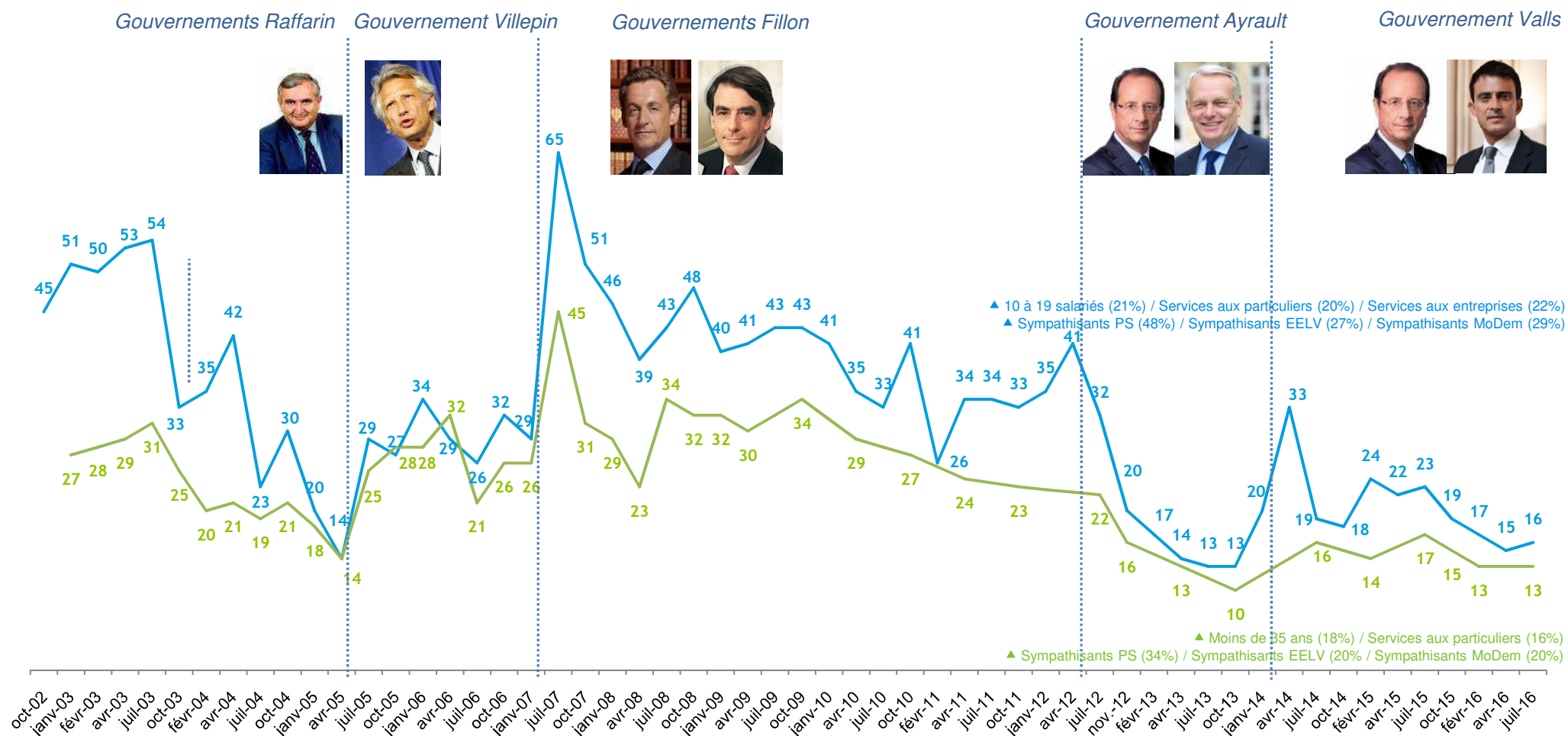
Les TPE et la fiscalité

Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Manuel Valls... ?

— Inspirent confiance d'une manière générale

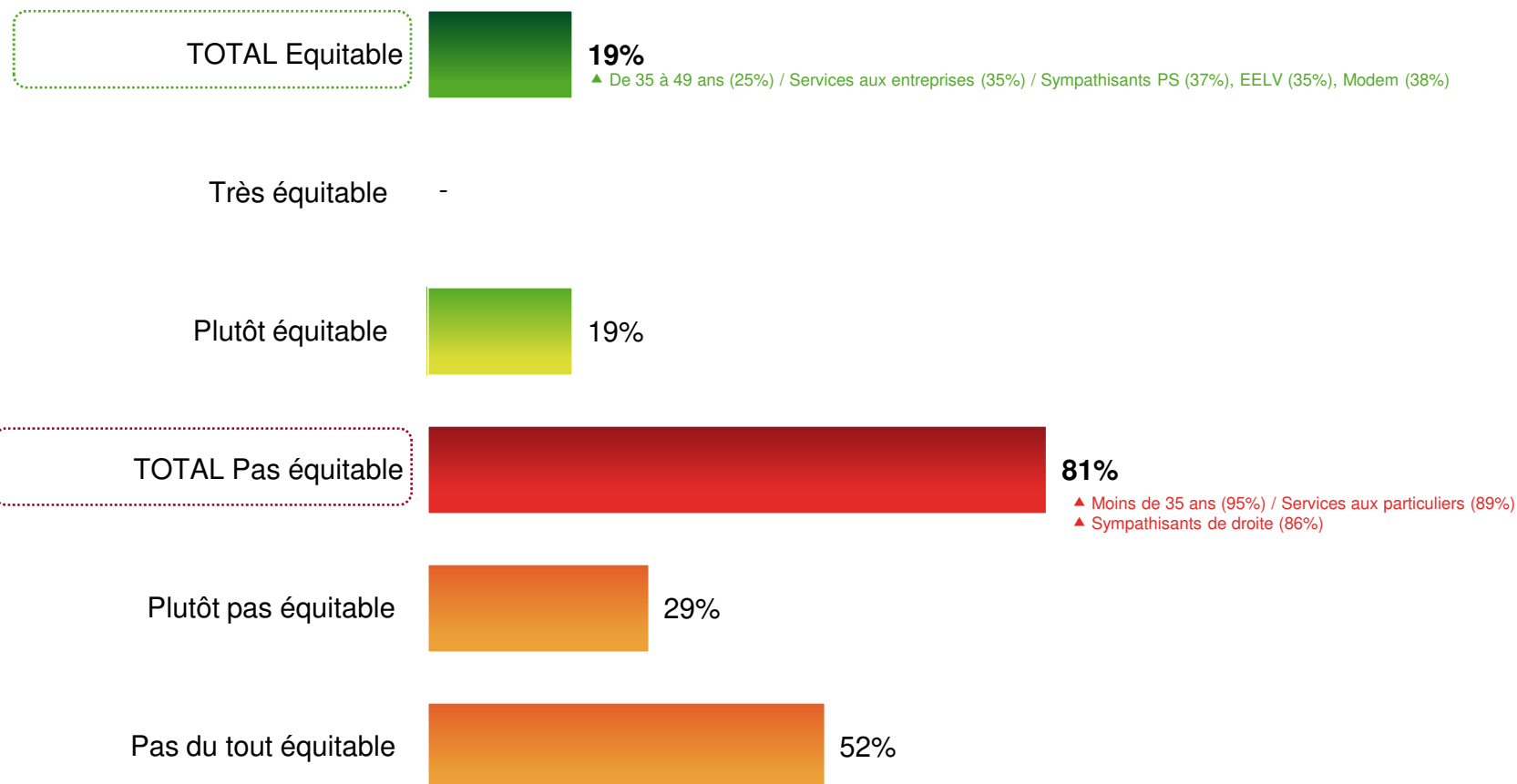
— Prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise



Un système fiscal français inéquitable

Question

Globalement, diriez-vous que le système fiscal en France est équitable ou pas équitable, c'est-à-dire que chacun contribue et reçoit en fonction de ses moyens financiers... ?

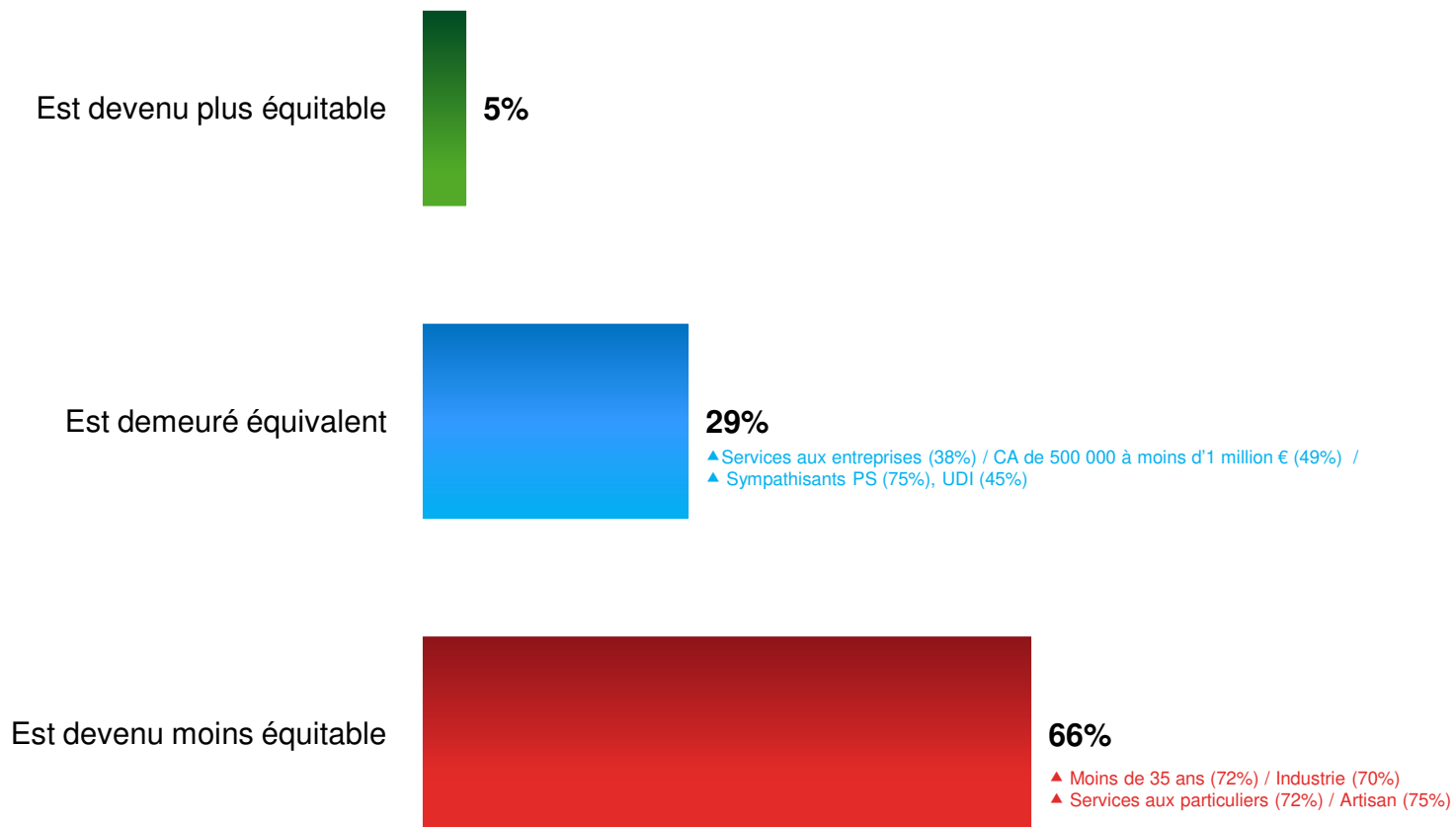


Base : à 50% de l'échantillon

Evolution de l'équité du système fiscal français

Question

Diriez-vous que depuis 2012, le système fiscal est devenu plus équitable, est demeuré équivalent ou est devenu moins équitable ?

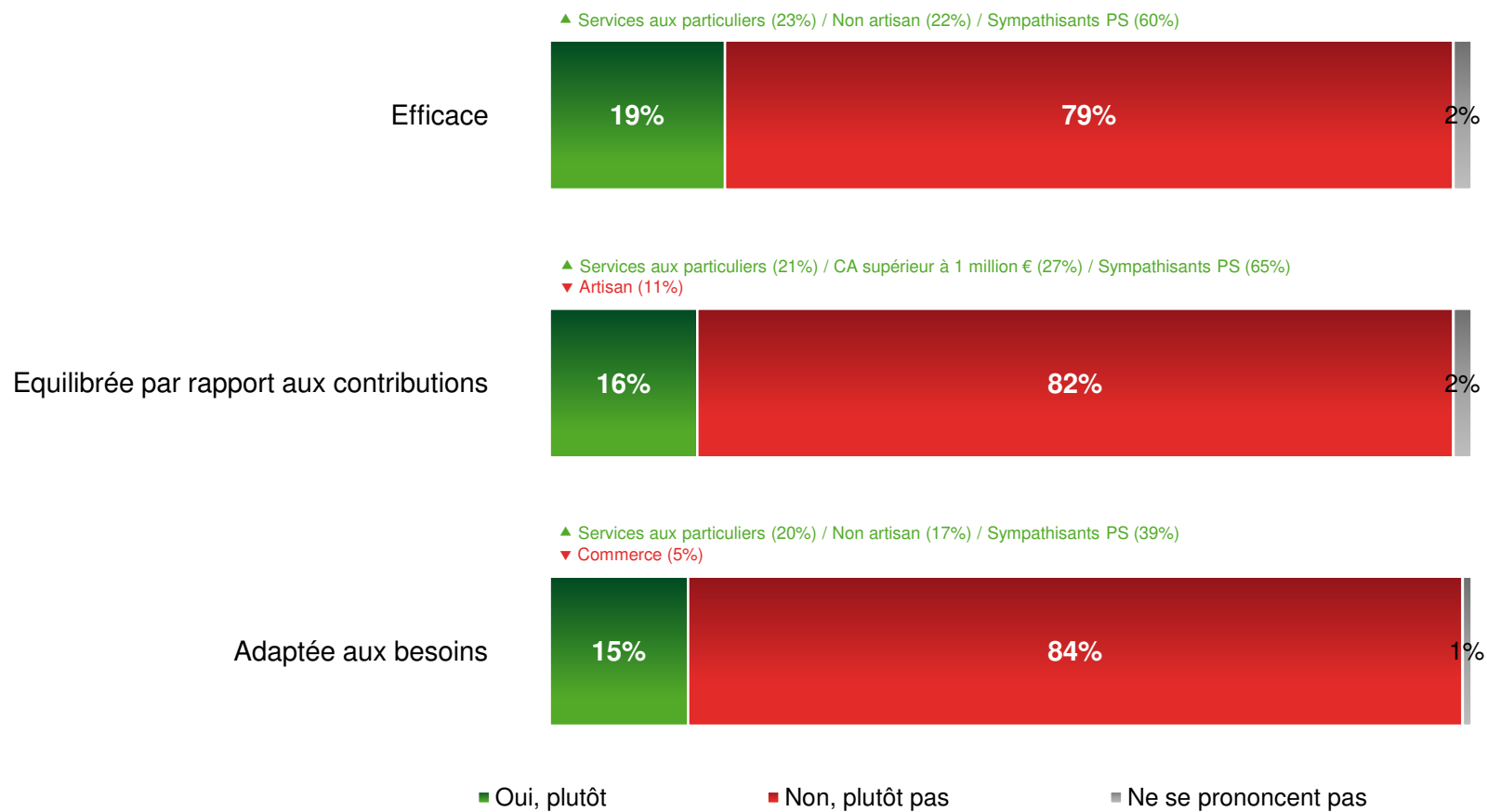


Base : à 50% de l'échantillon

Utilisation des impôts

Question

Globalement, diriez-vous que l'utilisation qui est faite des impôts en termes de services publics et d'aides est... ?

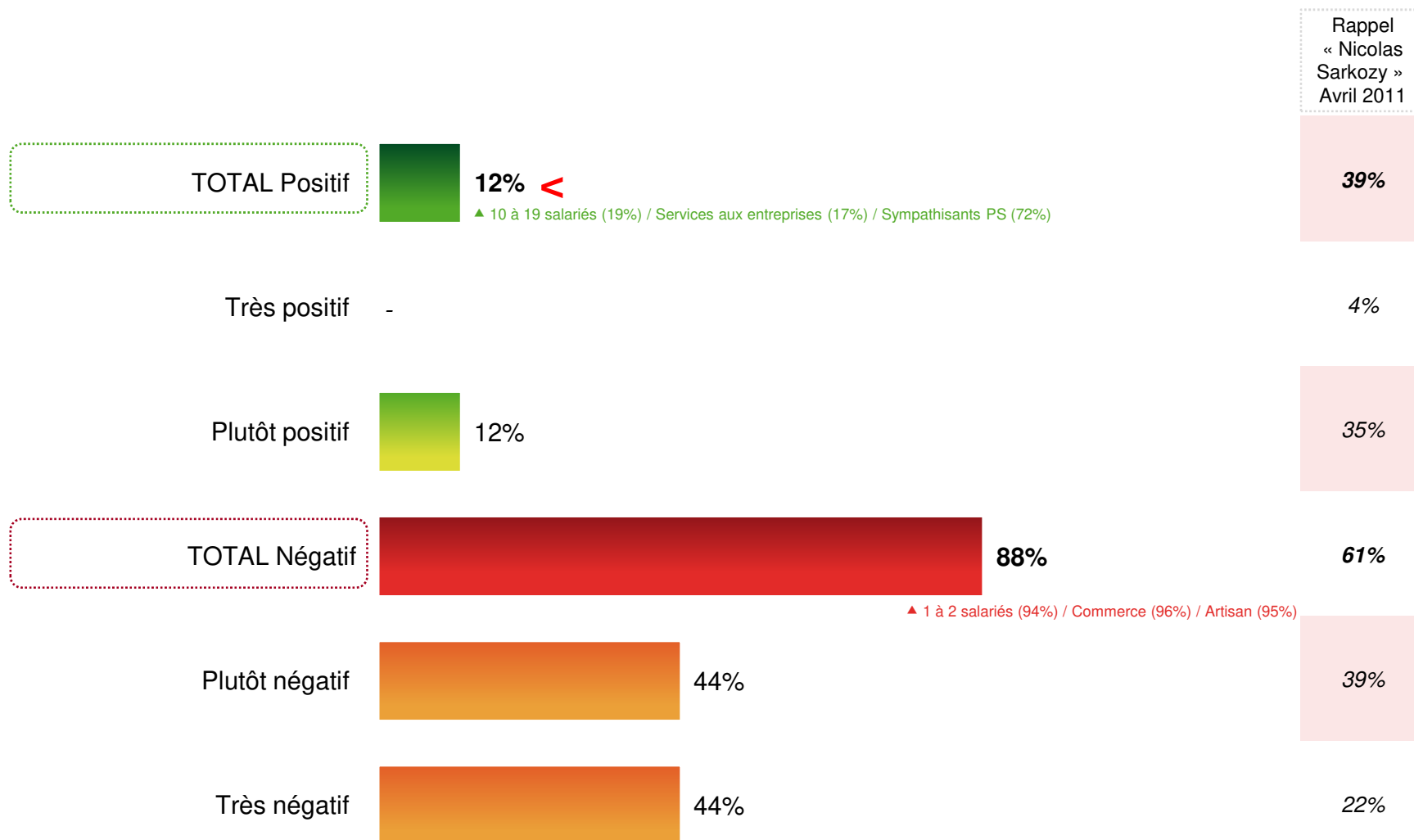


Base : à 50% de l'échantillon

La politique fiscale de François Hollande depuis 2012

Question

Globalement, portez-vous un jugement positif ou négatif sur la politique fiscale de François Hollande depuis son élection en 2012 ?

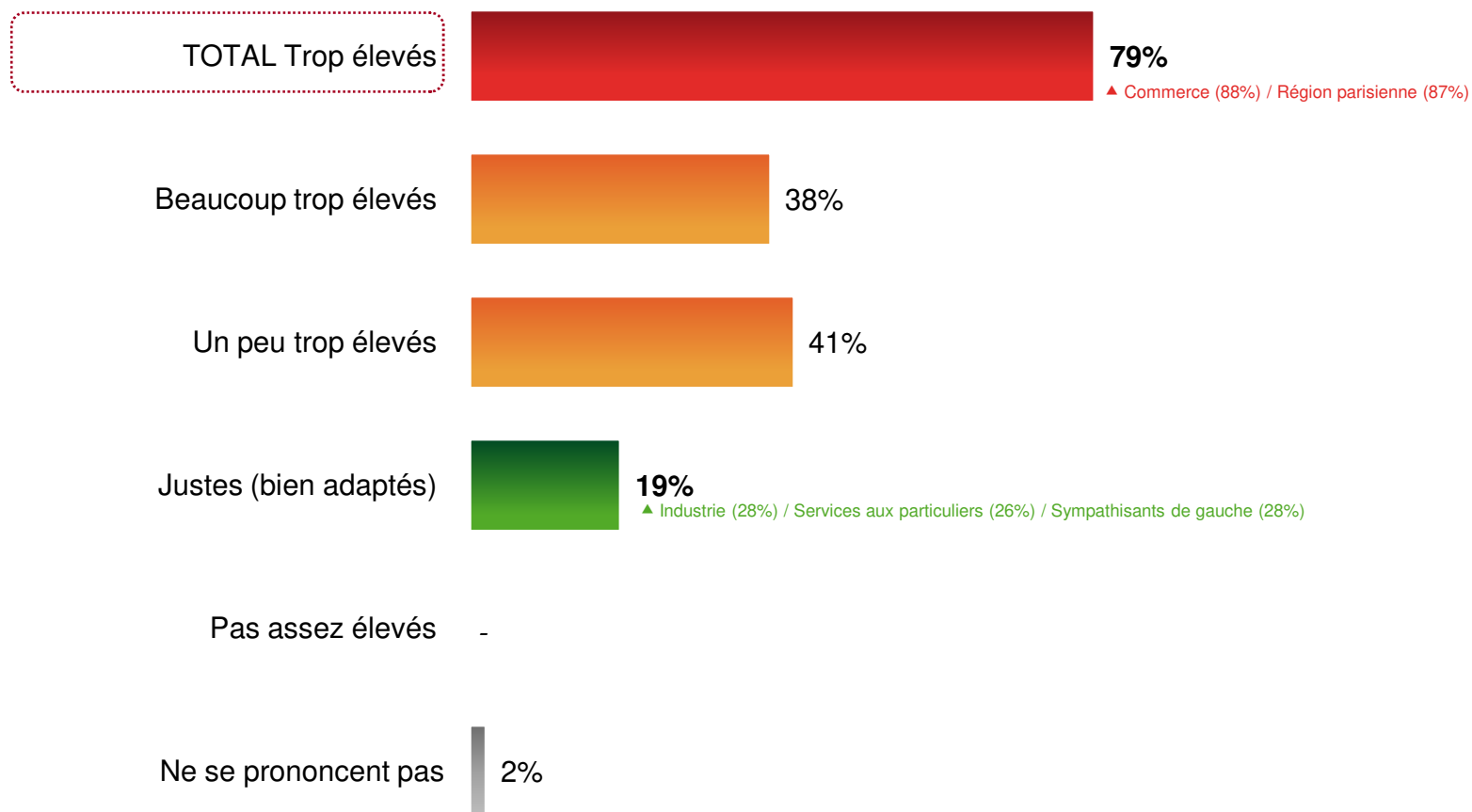


Base : à 50% de l'échantillon

Perception du niveau d'imposition en tant que particulier

Question

En ce qui concerne les impôts que vous payez à titre personnel (impôt sur le revenu, TVA, impôts locaux, etc.), avez-vous le sentiment que, par rapport à vos revenus, ils sont... ?

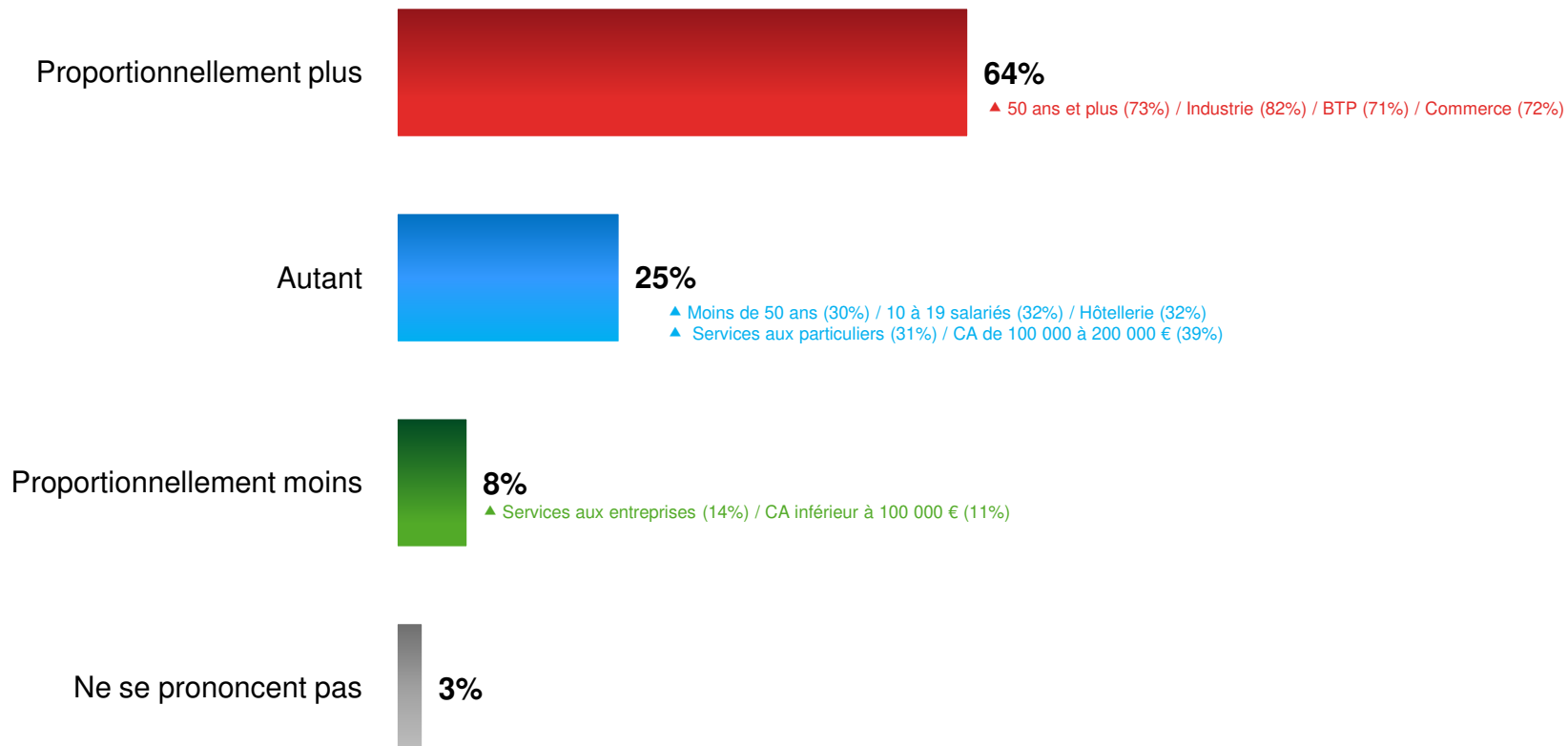


Base : à 50% de l'échantillon

Perception du niveau d'imposition des TPE par rapport aux plus grandes

Question

Considérez-vous que votre entreprise paie proportionnellement plus, autant ou proportionnellement moins d'impôts qu'une moyenne ou grande entreprise ?



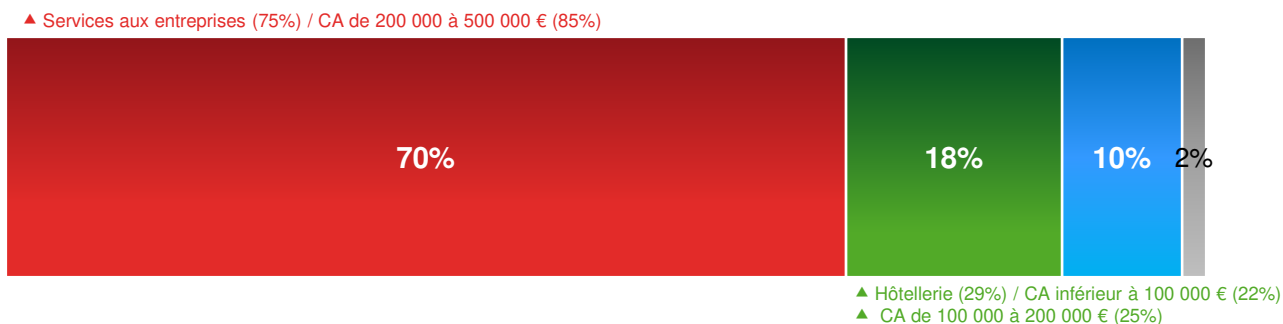
Base : à 50% de l'échantillon

Evolution perçue des impôts personnels et professionnels

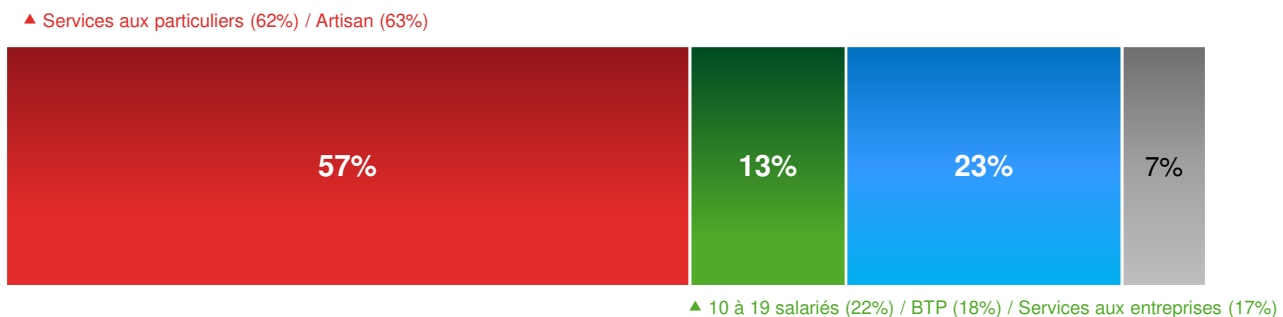
Question

Depuis 2014, des transferts de prélèvements fiscaux ont été opérés entre entreprises et particuliers. Avez-vous constaté ces deux dernières années une hausse ou une baisse... ?

De vos impôts personnels



Des impôts de votre entreprise



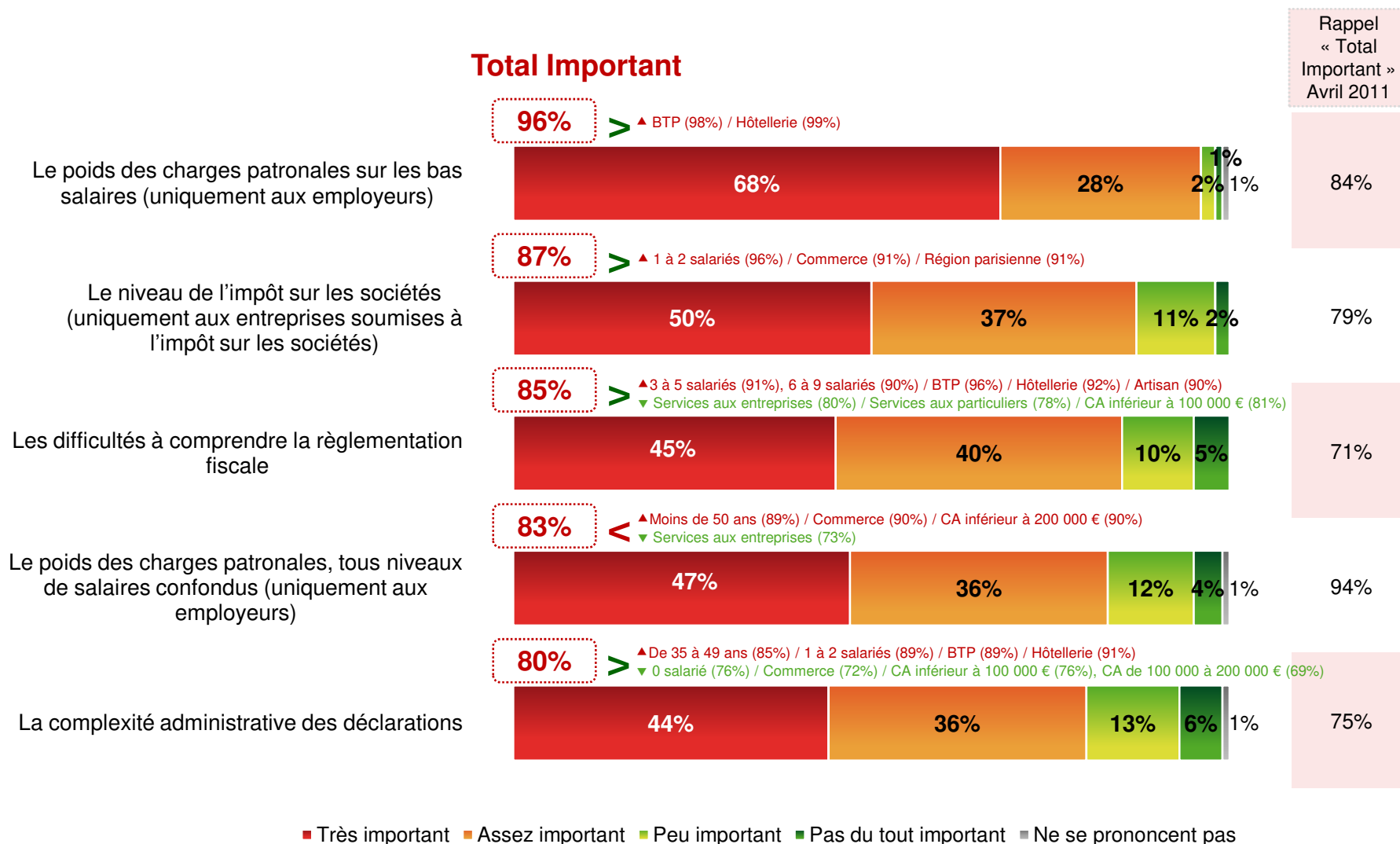
■ Une hausse ■ Une baisse ■ Ni l'un, ni l'autre ■ Ne se prononcent pas

Base : ensemble des TPE

Importance de différents obstacles liés à la fiscalité

Question

En matière de fiscalité, diriez-vous que chacun des éléments suivants représente un obstacle important ou pas important pour votre entreprise ?

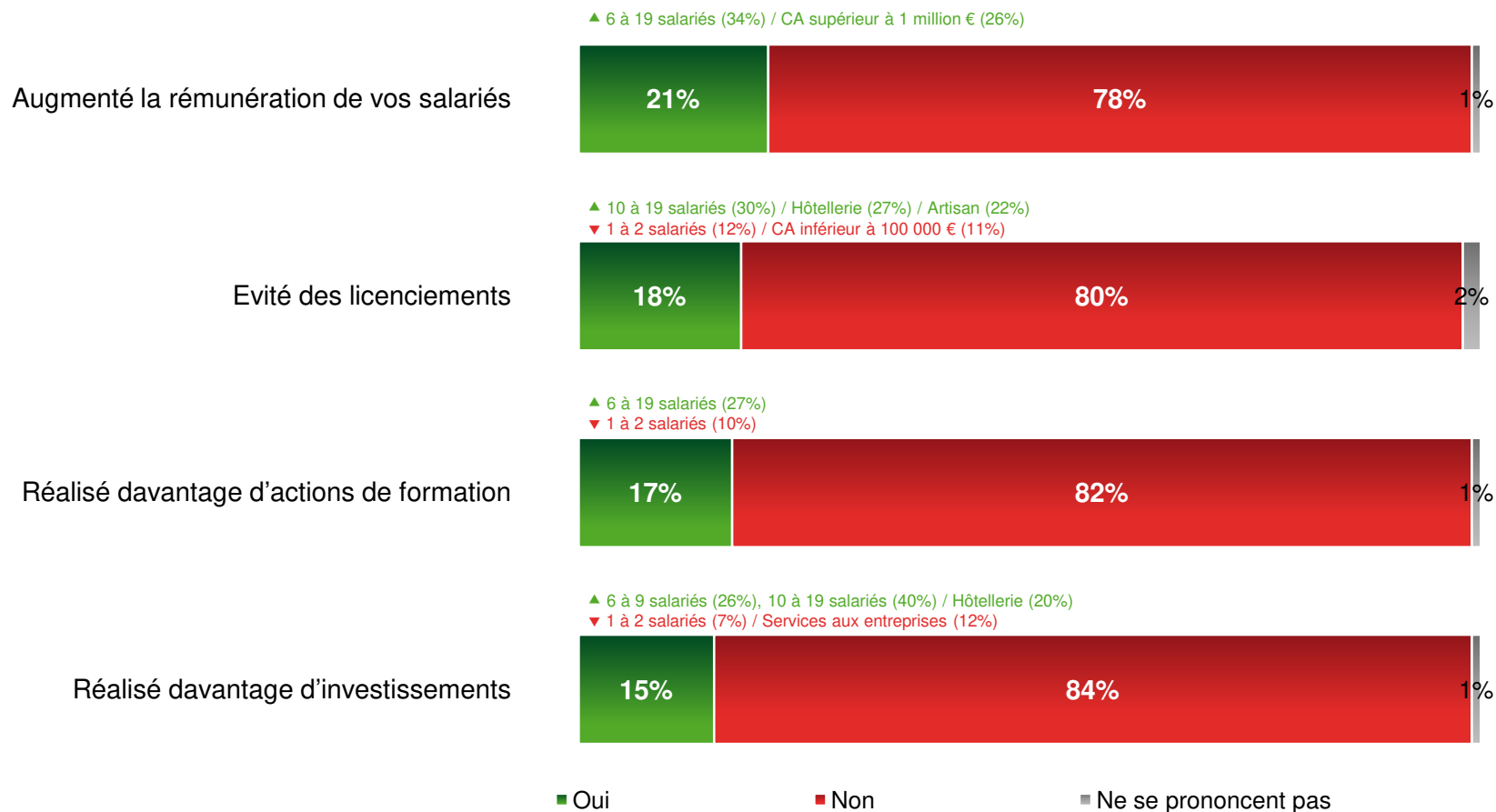


Base : ensemble des TPE

Actions mises en œuvre grâce au CICE

Question

Suite à la mise en place du CICE, avez-vous au sein de votre entreprise... ?

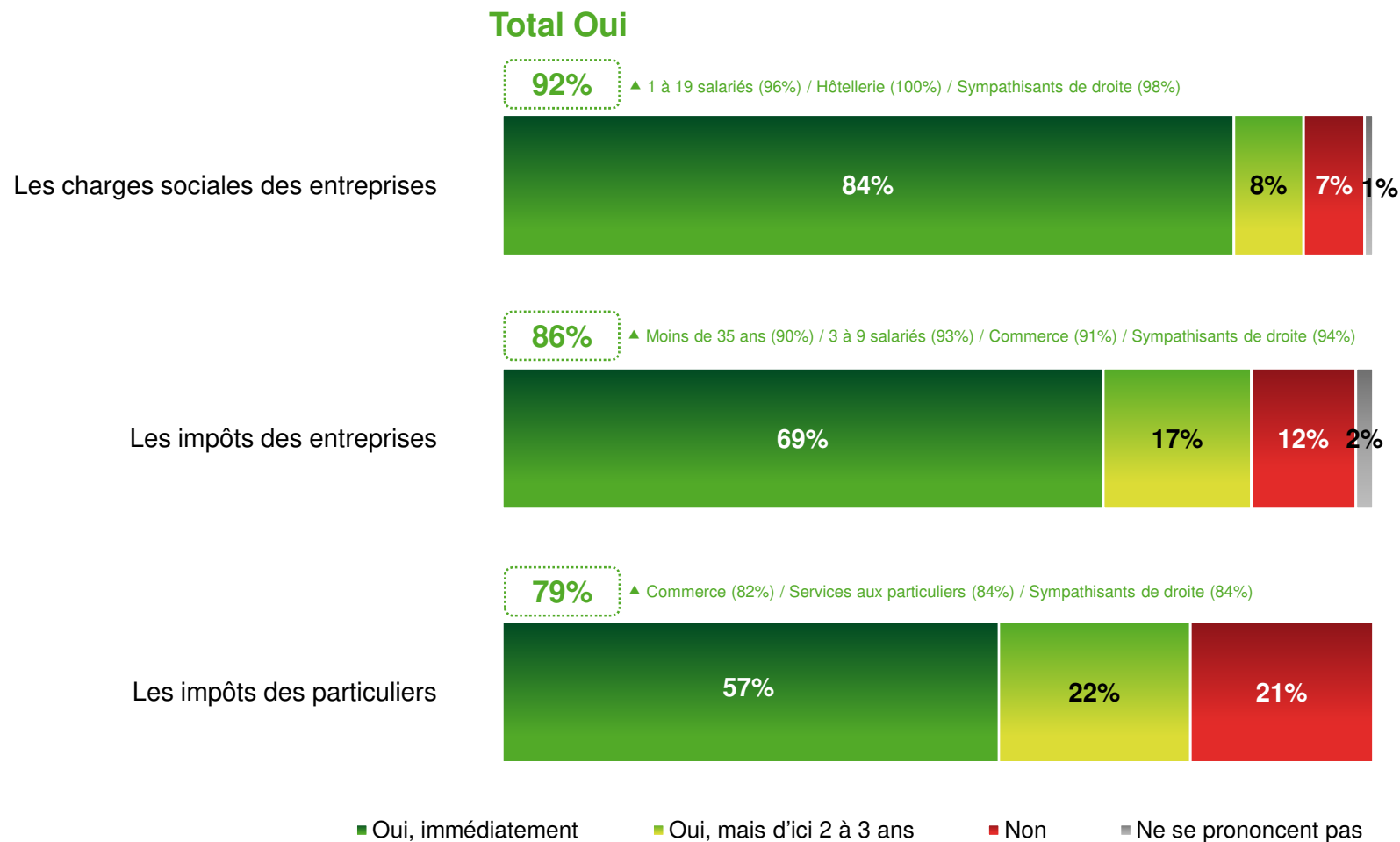


Base : aux employeurs uniquement

La nécessité de baisser les impôts

Question

Compte tenu de la situation économique et financière de la France, faut-il selon vous baisser... ?



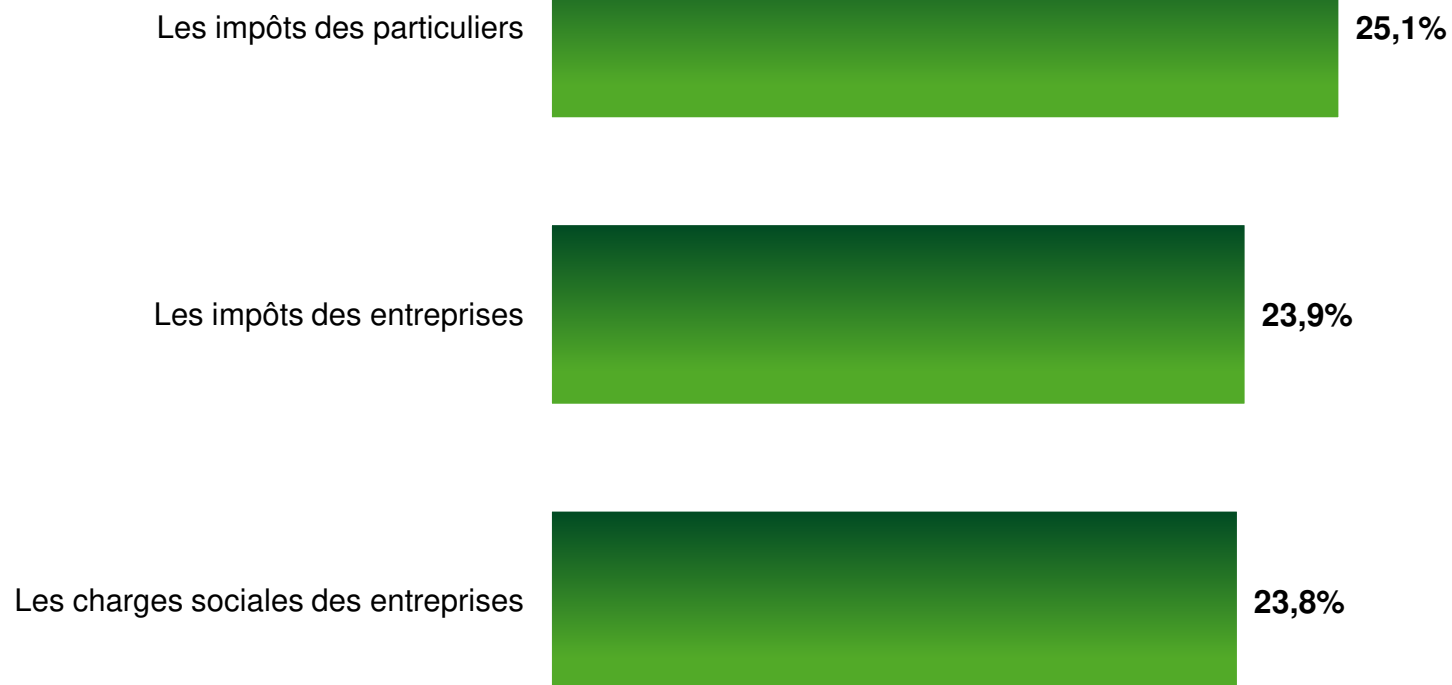
Base : à 50% de l'échantillon

Le pourcentage souhaitable de baisse d'impôts

Question

Selon vous, quel pourcentage de baisse réaliste pourrait-on appliquer pour... ?

Moyenne

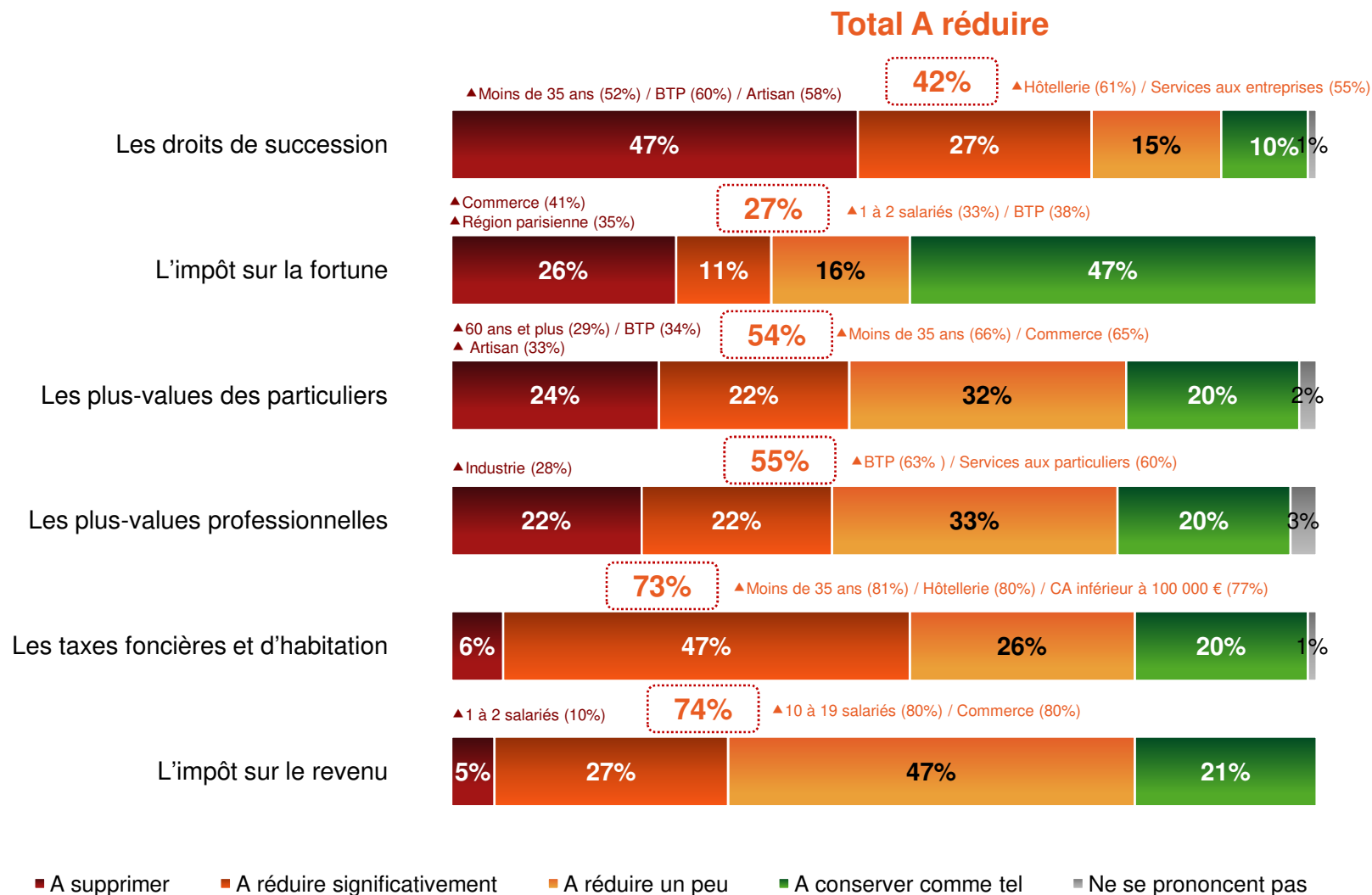


Base : à ceux qui estiment qu'il faut immédiatement baisser chacun des impôts et à 50% de l'échantillon

L'évolution souhaitée par type d'impôts

Question

Pour chacun des impôts suivants, diriez-vous qu'il faut le supprimer, le réduire significativement, le réduire un peu ou le conserver comme tel ?

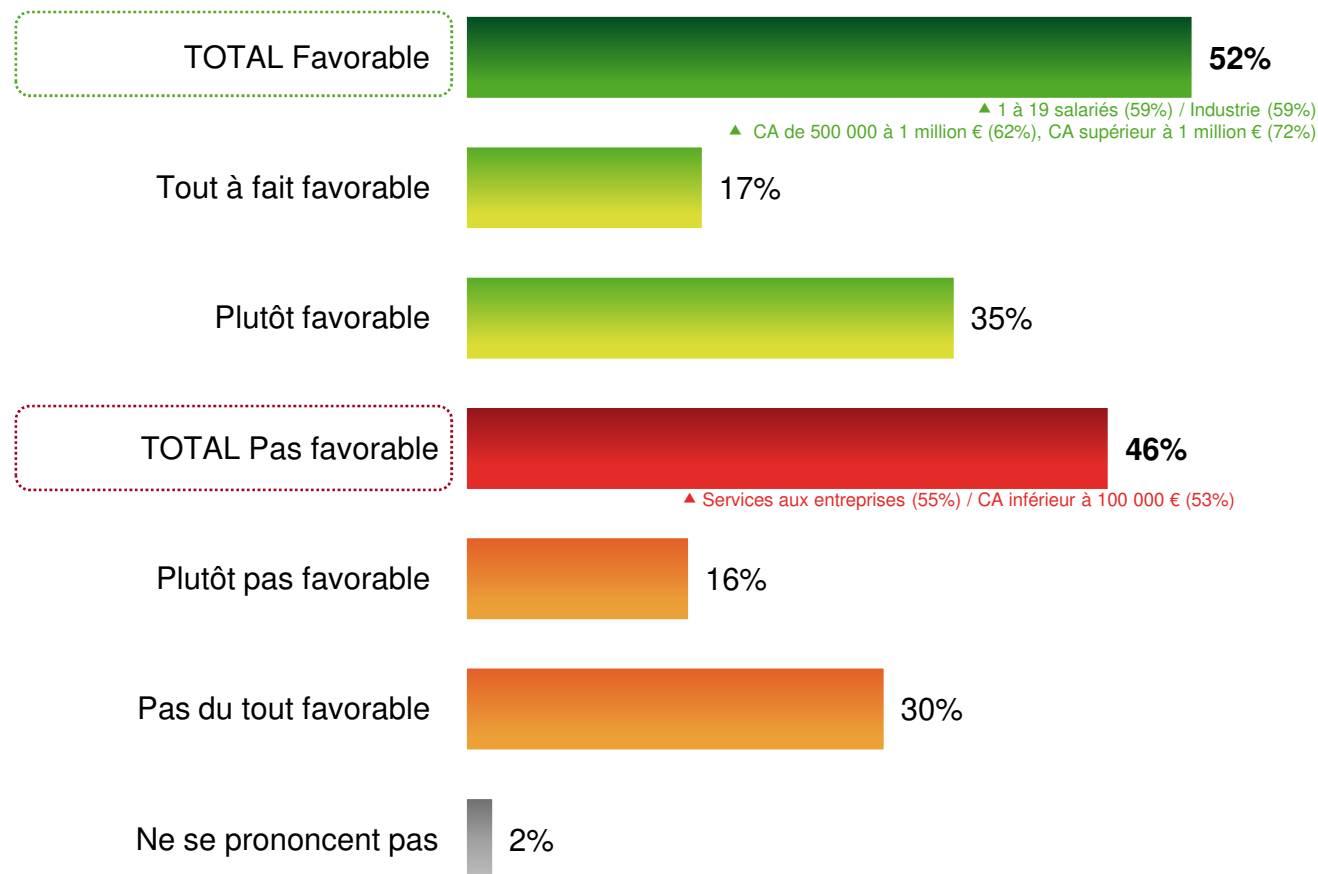


Base : à ceux qui estiment qu'il faut baisser immédiatement ou à moyen terme les impôts des particuliers ou des entreprises et à 50% de l'échantillon

Adhésion au remplacement du taux progressif de l'IR par un taux fixe

Question

Concernant les impôts sur le revenu, seriez-vous favorable ou non à au remplacement du taux progressif par un taux fixe applicable à tous, comme la CSG ?



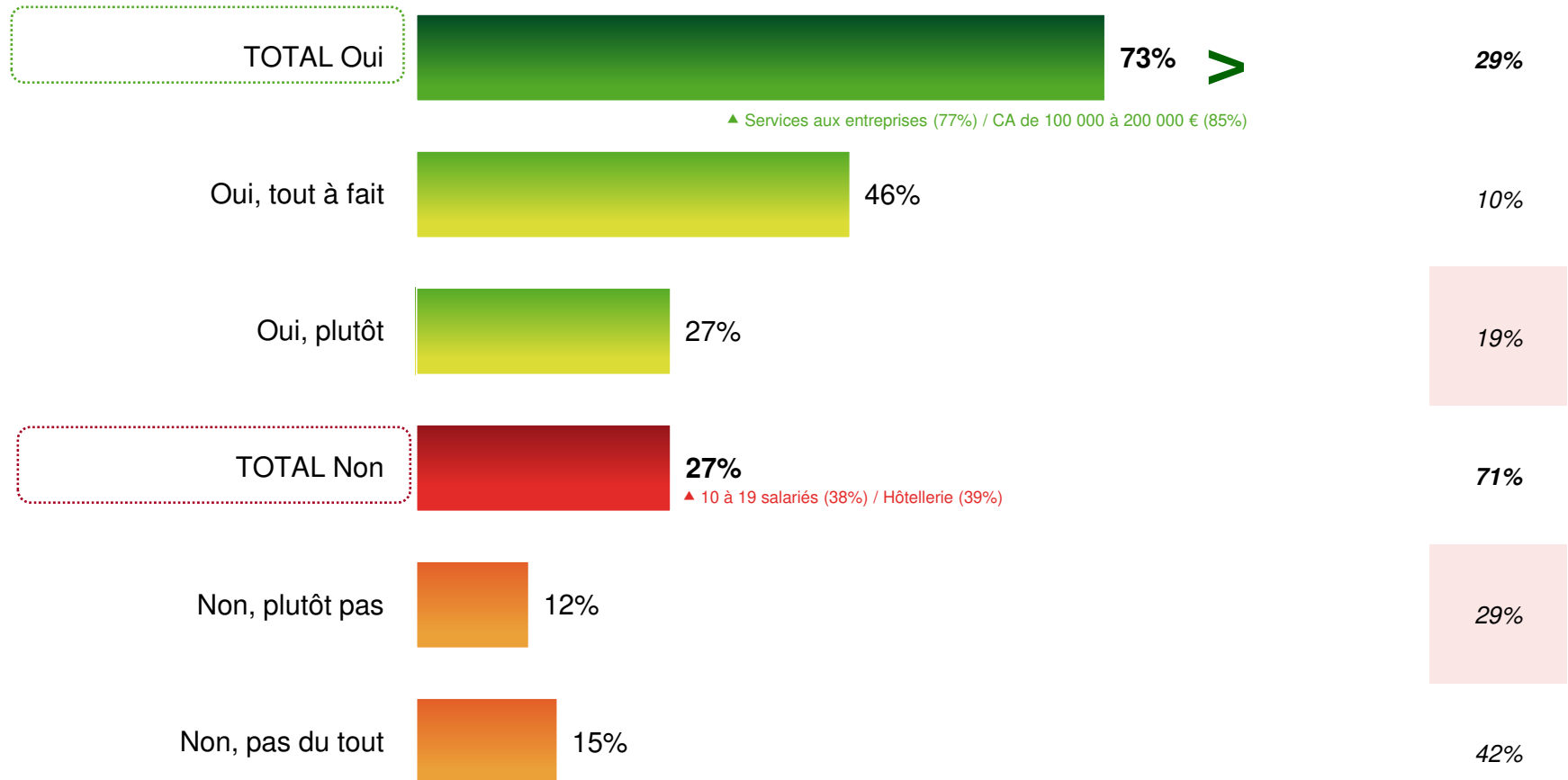
Base : à ceux qui estiment qu'il faut baisser immédiatement ou à moyen terme les impôts des particuliers ou des entreprises et à 50% de l'échantillon

Possibilité de réduire la dette et les déficits tous en baissant les impôts

Question

Pensez-vous qu'il est possible de réduire l'endettement de la France et les déficits fiscaux tout en baissant les impôts ?

Rappel
« Nicolas
Sarkozy »
Avril 2011

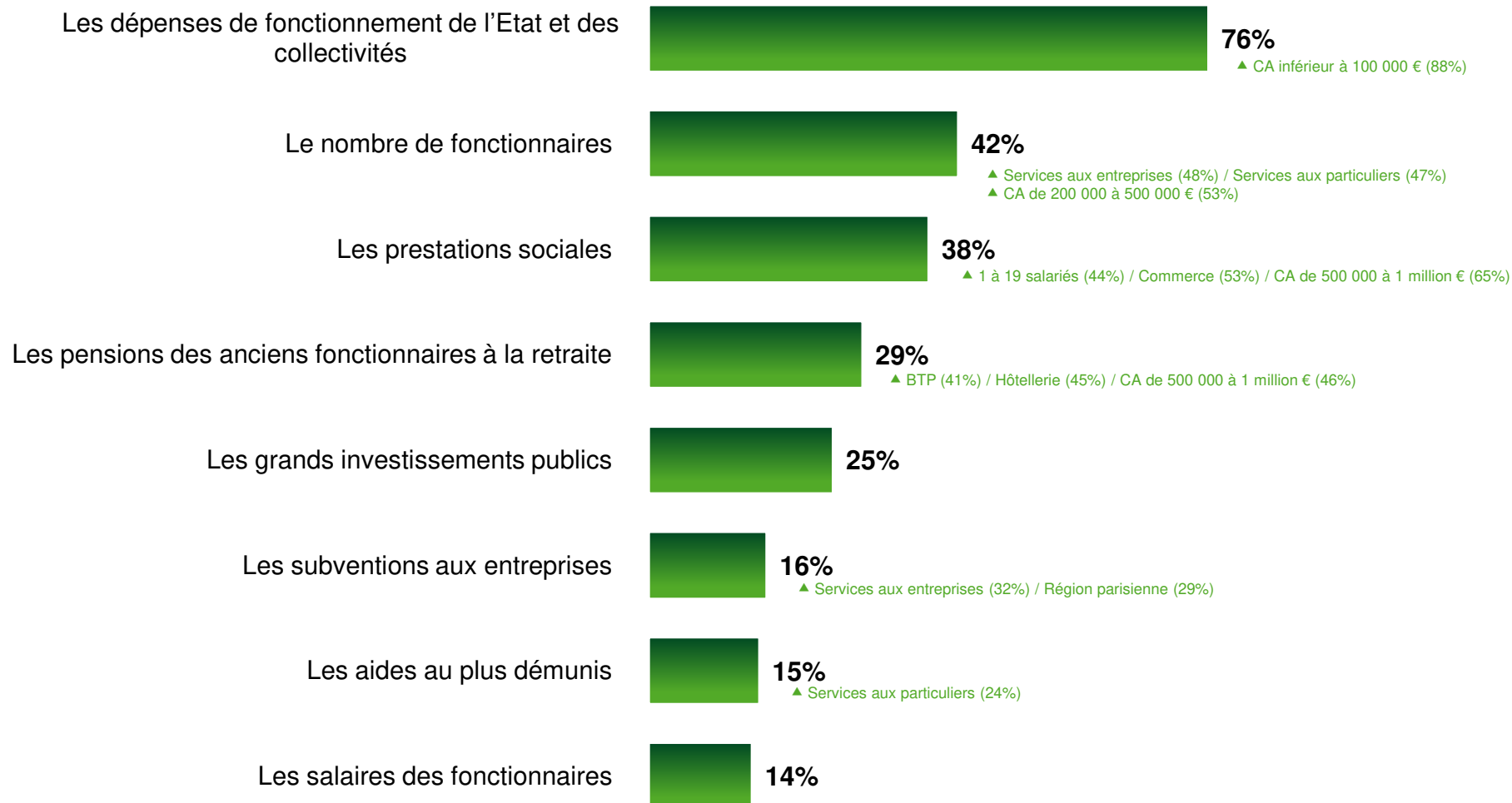


Base : à ceux qui estiment qu'il faut baisser immédiatement les impôts des particuliers ou des entreprises et à 50% de l'échantillon

Les postes budgétaires à réduire pour compenser une baisse des impôts

Question

Selon vous, quels postes budgétaires faut-il réduire en priorité pour compenser une baisse des impôts ?



Base : à ceux qui estiment qu'il faut baisser immédiatement les impôts des particuliers ou des entreprises et à 50% de l'échantillon

Versement des aides sociales aux personnes étrangères

Question

En ce qui concerne le versement des aides aux plus démunis et des prestations sociales, êtes-vous plutôt favorable à... ?

Une limitation de ces aides dans le temps pour les personnes n'ayant pas la nationalité française



38%

▲ 1 à 19 salariés (43%) / BTP (48%) / Hôtellerie (44%)

L'accès uniquement aux aides d'urgence (RSA, soins médicaux) pour les personnes n'ayant pas la nationalité française



29%

L'accès à ces aides sans condition de nationalité



29%

▲ Moins de 50 ans (35%) / Services aux particuliers (40%) / CA inférieur à 100 000 € (37%)
▲ Sympathisants de gauche (47%)

Ne se prononcent pas



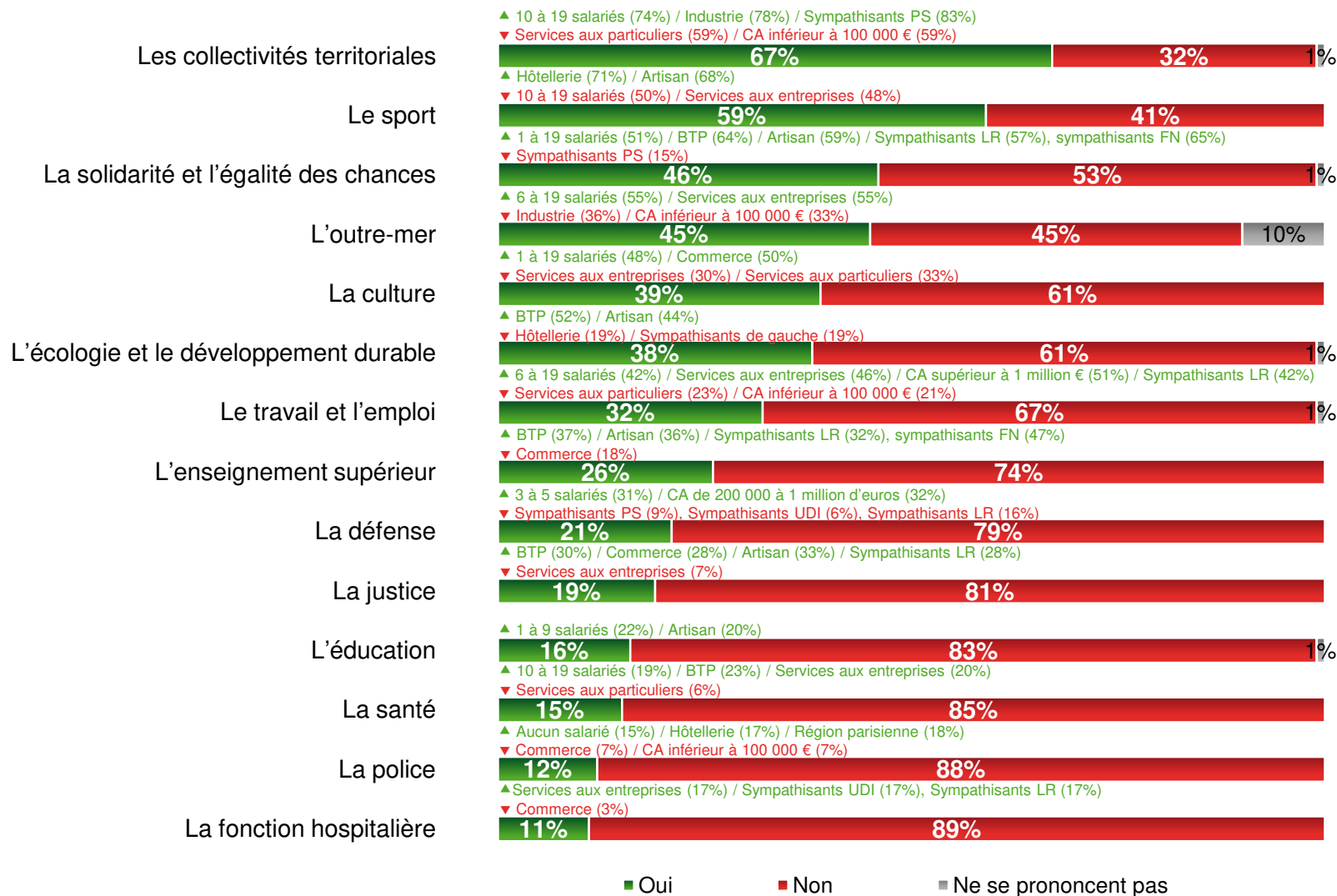
4%

Base : à 50% de l'échantillon

Postes de dépenses publiques à réduire

Question

Pour chacun de ces postes, estimez-vous que son budget actuel pourrait être réduit ?

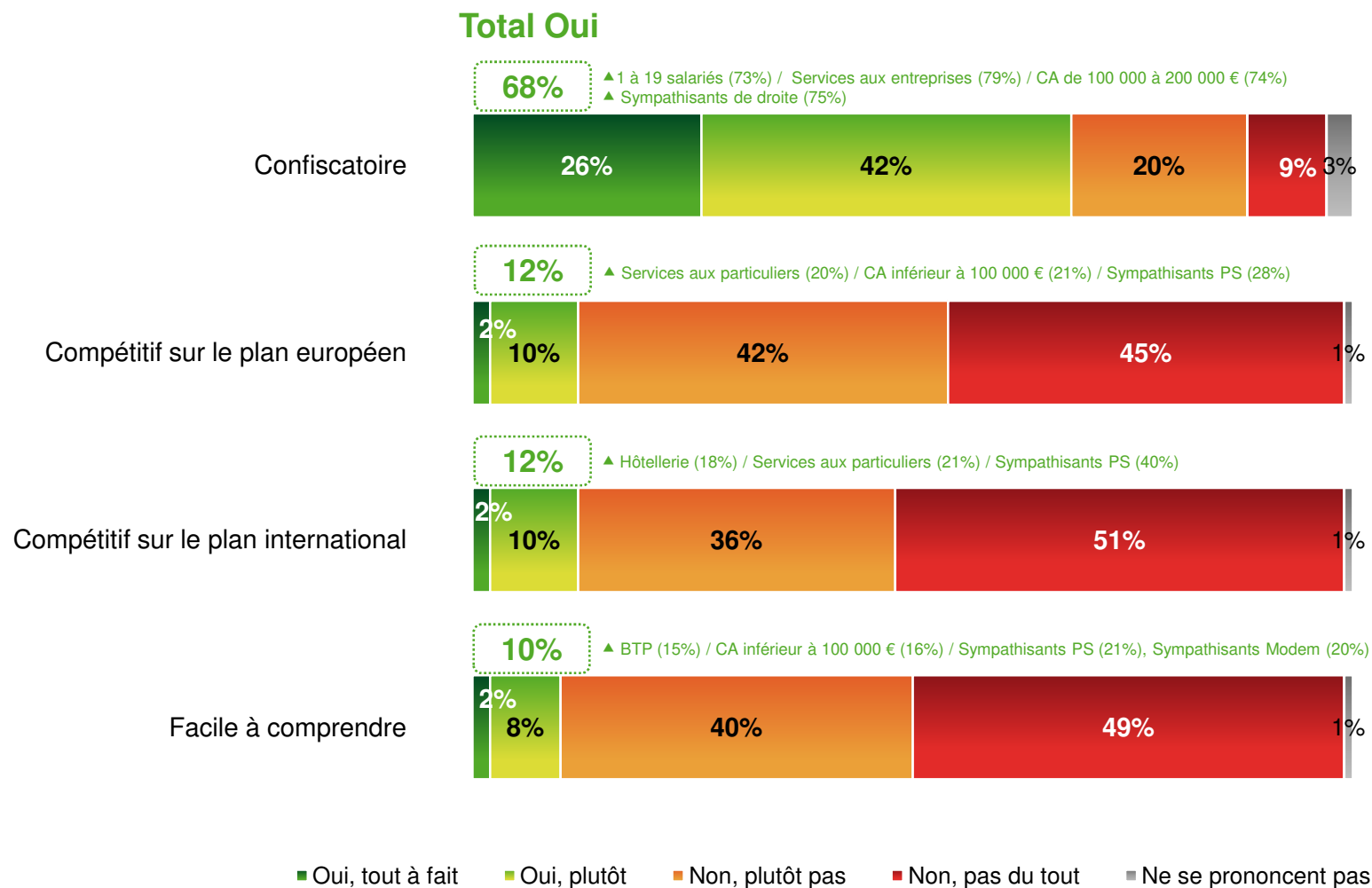


Base : à 50% de l'échantillon

Jugements sur le système fiscal français

Question

Actuellement, diriez-vous que le système fiscal français est... ?

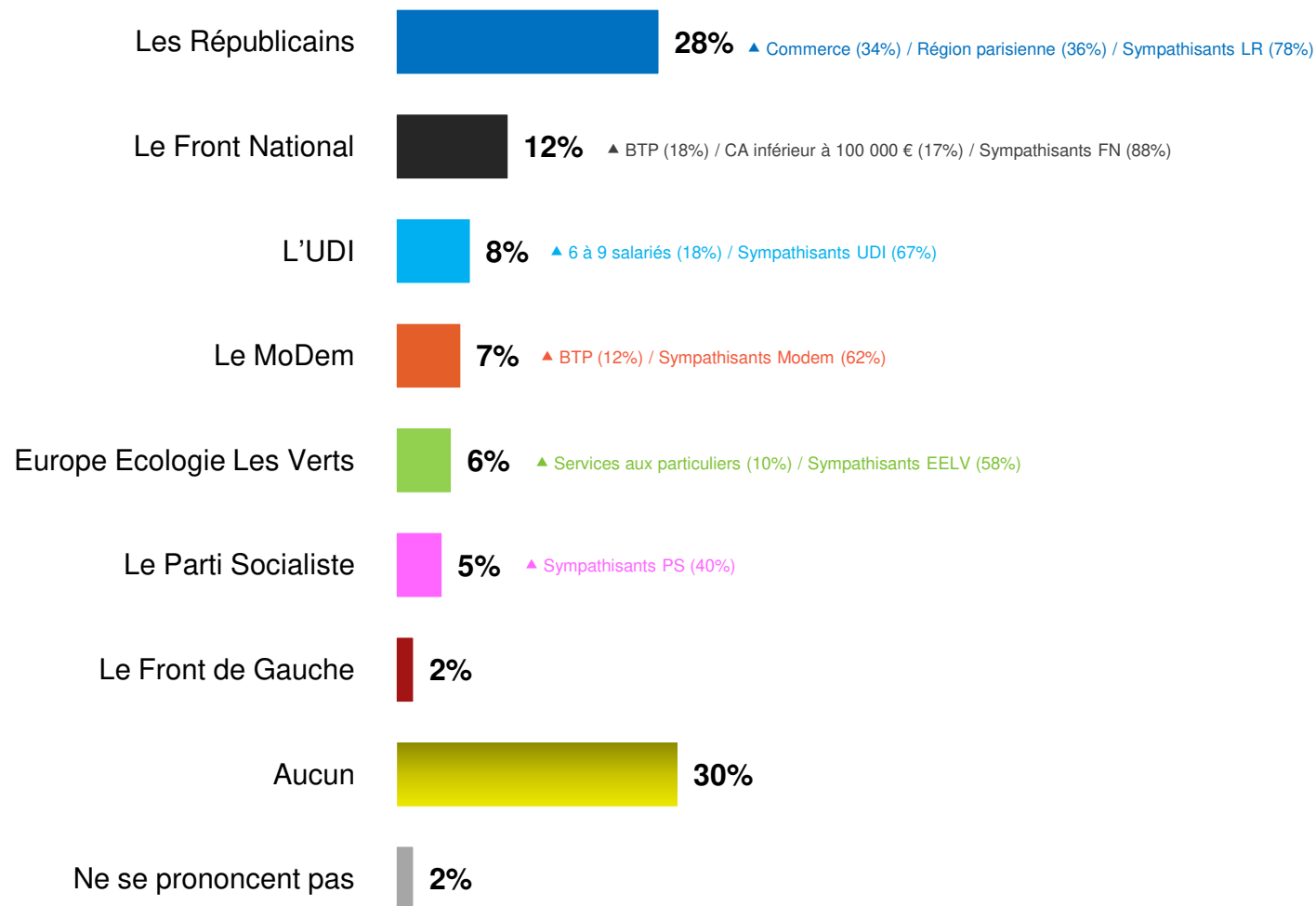


Base : à 50% de l'échantillon

Le parti politique jugé le plus crédible pour réformer la fiscalité

Question

A quel parti politique faites-vous le plus confiance pour réformer la fiscalité ?

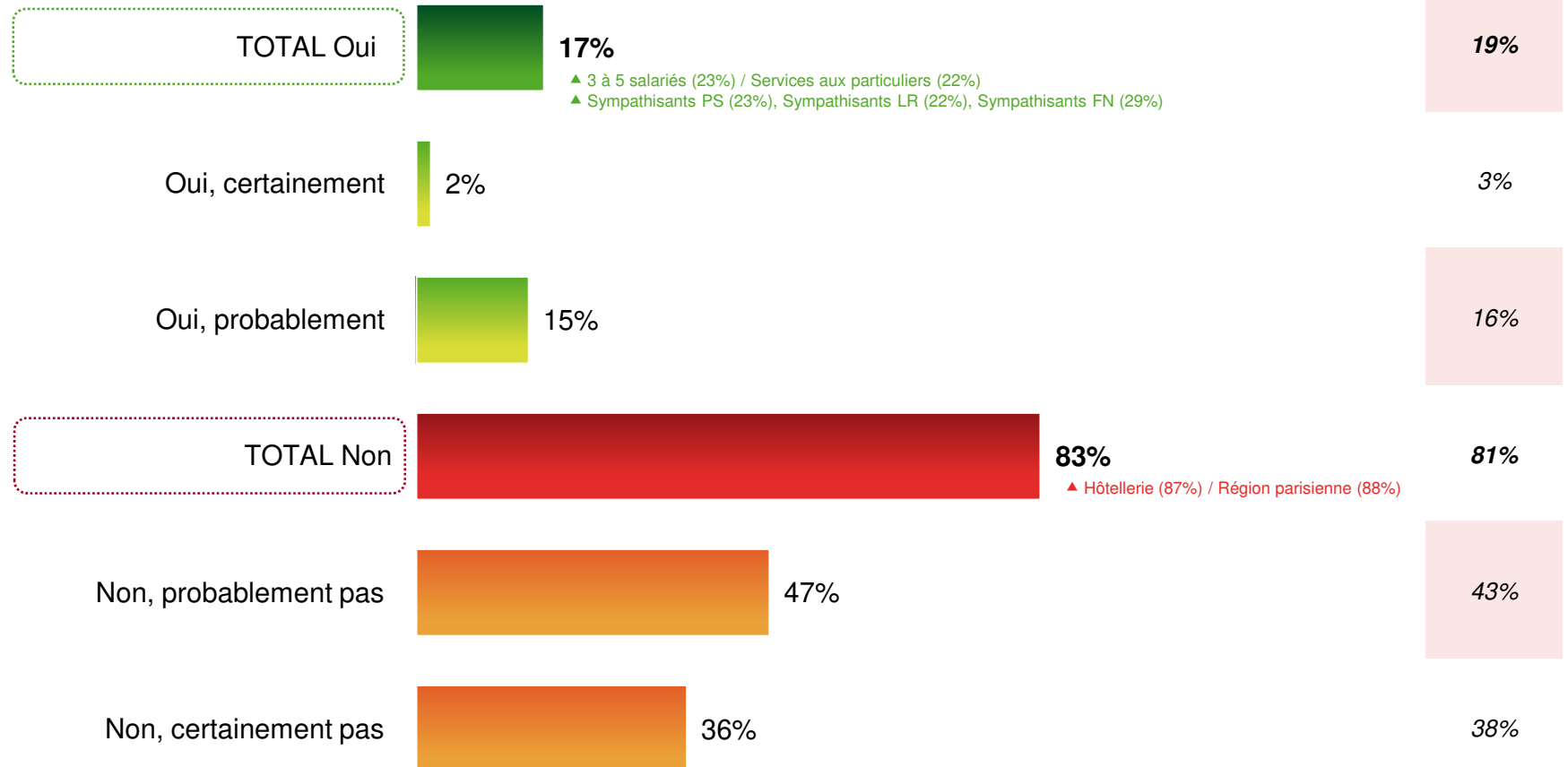


Base : à 50% de l'échantillon

Pronostic sur la baisse des impôts par le prochain gouvernement en 2017

Question

Pensez-vous que le gouvernement issu de la prochaine élection présidentielle baissera les impôts ?

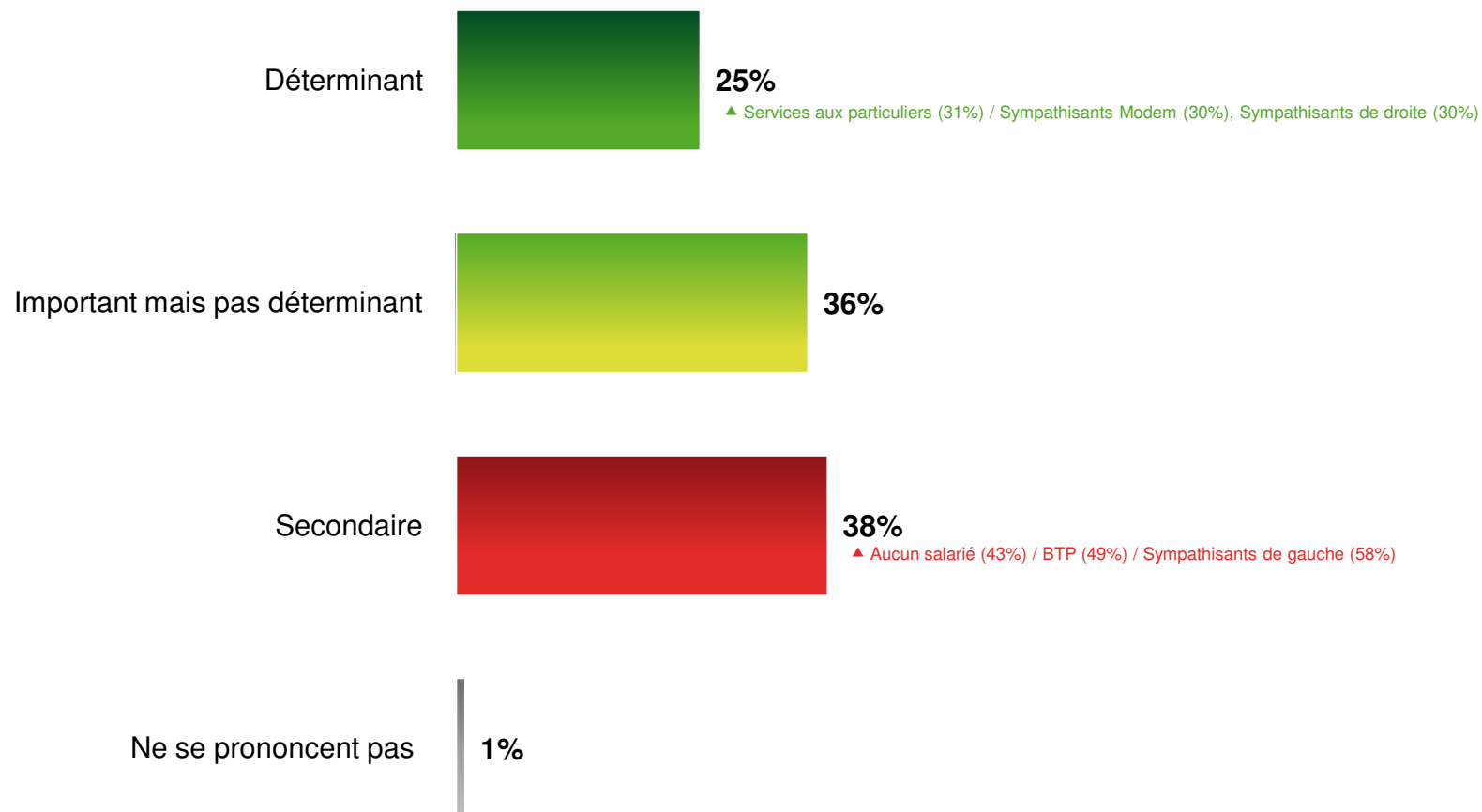


Base : à 50% de l'échantillon

L'importance des propositions fiscales dans le choix d'un candidat en 2017

Question

Diriez-vous que les propositions en matière de fiscalité auront un poids déterminant, important mais pas déterminant ou secondaire dans votre vote lors de l'élection présidentielle de 2017 ?



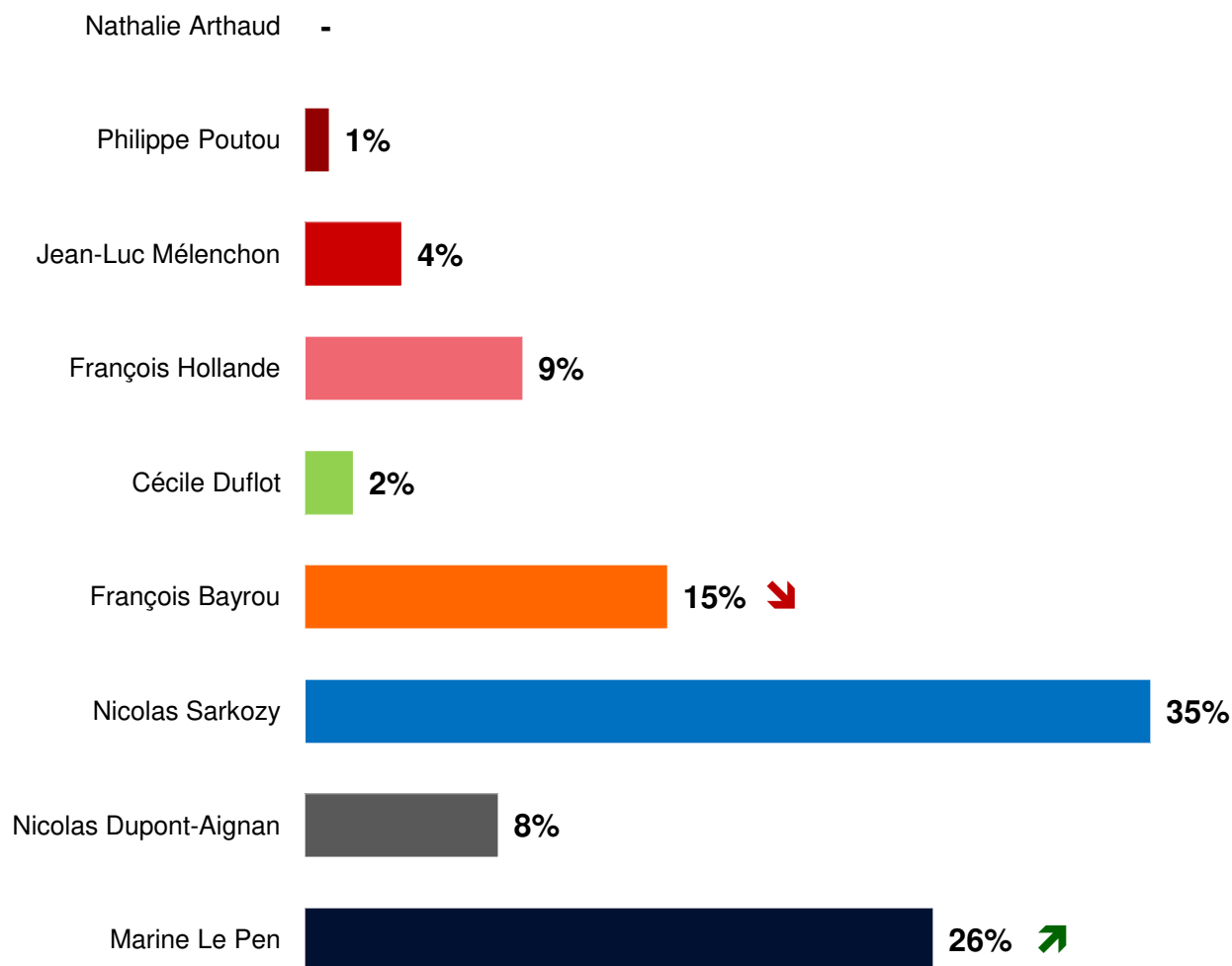
Base : à 50% de l'échantillon

La perspective de l'élection présidentielle de 2017

Élection présidentielle 2017 - Hypothèse 1 : candidature de Nicolas Sarkozy

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?



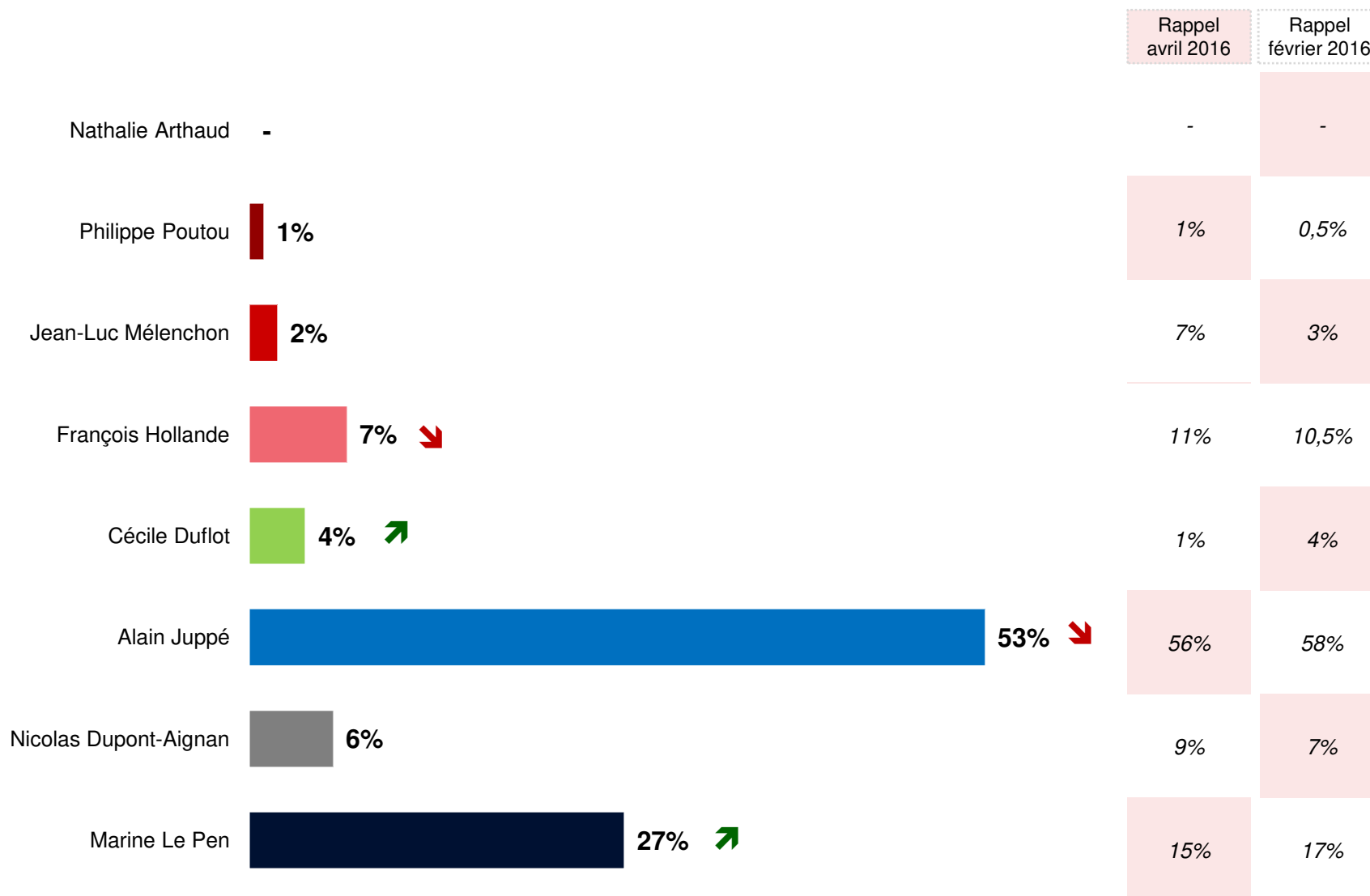
Rappel avril 2016	Rappel février 2016	Rappel avril 2012
-	0,5%	0,5%
1%	0,5%	0%
5%	3%	5%
5%	14%	16%
2%	5%	3,5%
22%	18%	16%
35%	33%	42%
9%	6%	3%
21%	20%	14%

Base : à 50% des dirigeants de TPE inscrits sur les listes électorales

Élection présidentielle 2017 - Hypothèse 2 : candidature d'Alain Juppé

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?

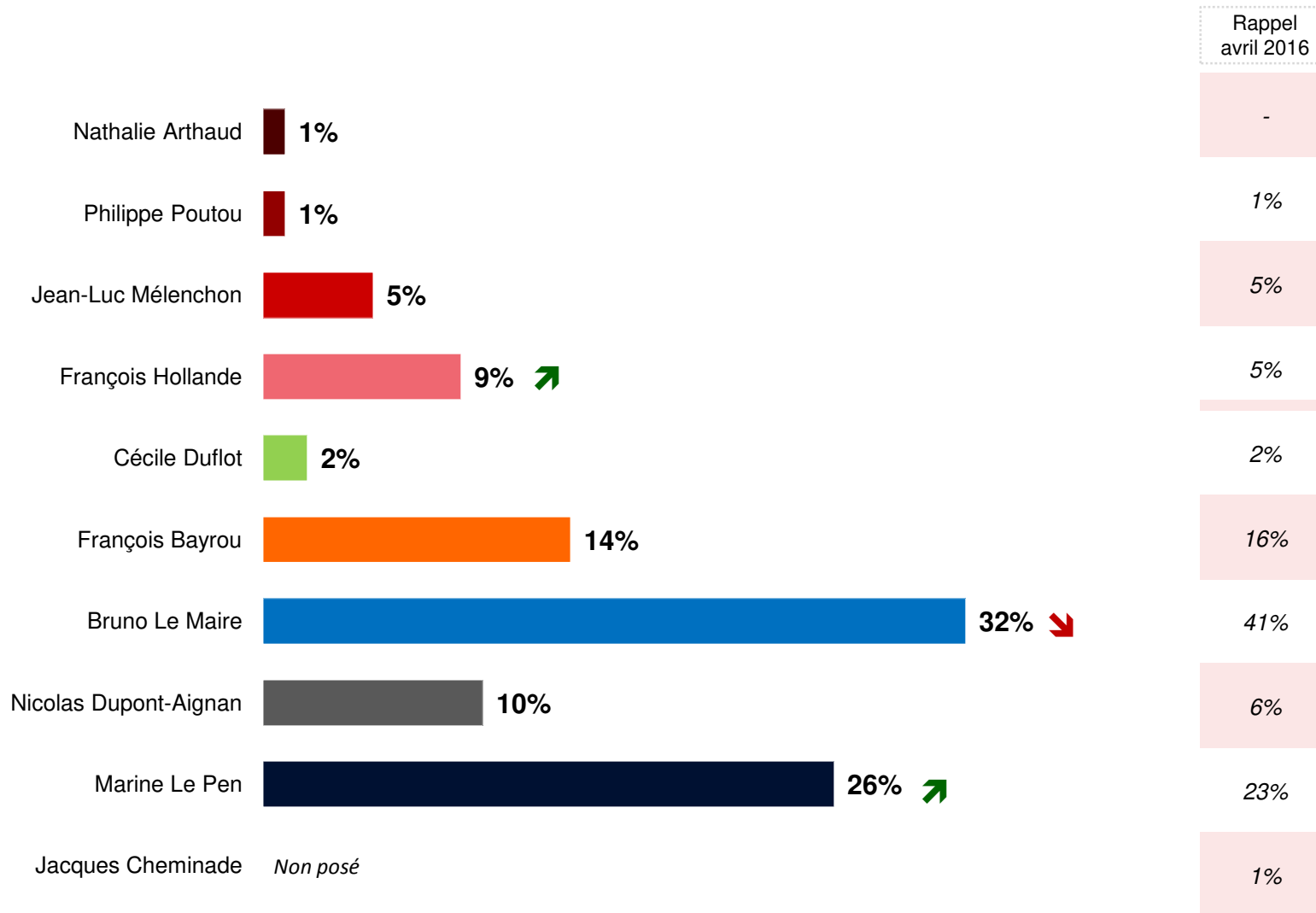


Base : à 50% des dirigeants de TPE inscrits sur les listes électorales

Élection présidentielle 2017 - Hypothèse 3 : candidature de Bruno Le Maire

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?



Base : à 50% des dirigeants de TPE inscrits sur les listes électorales

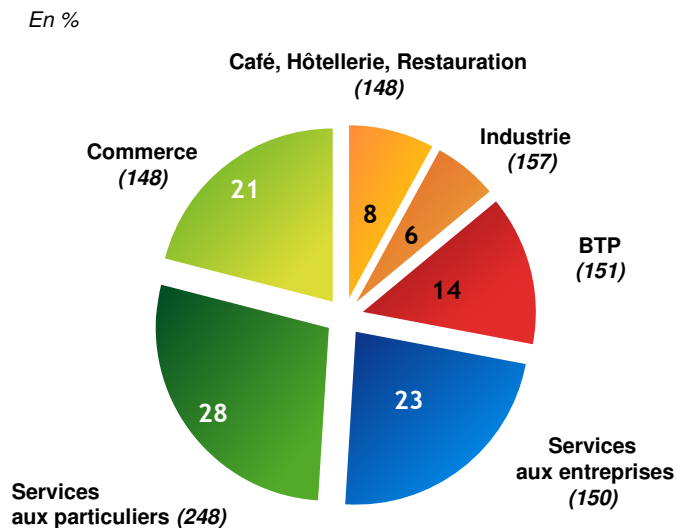
Méthodologie

- Échantillon de **1 002** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 11 au 28 juillet 2016.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

Échantillon

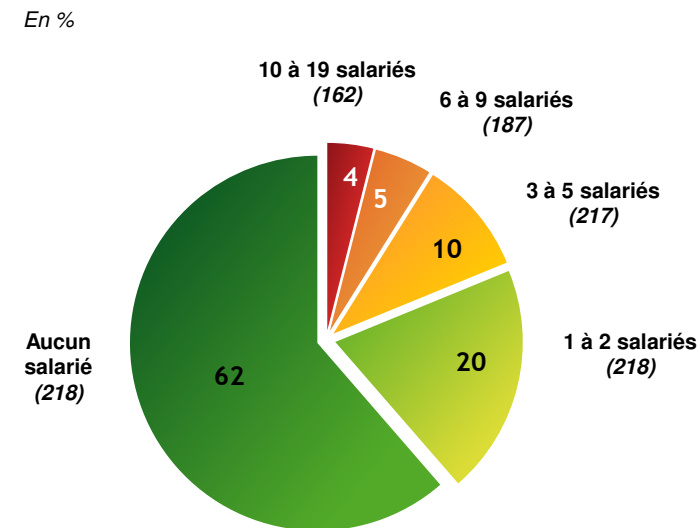
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

